

Termes de Référence de l'évaluation

Contribution de Cantines Scolaires aux Résultats de l'Éducation dans le Sud de Madagascar (2014 à 2018) : Une approche à Méthodes Mixtes.

PAM Madagascar

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| 1. INTRODUCTION | 3 |
| 2. RAISONS ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION | 3 |
| 2.1. JUSTIFICATION ET OBJECTIFS | 3 |
| 2.2. PARTICIPANTS, UTILISATEURS ET UTILISATION DE L'ÉVALUATION | 4 |
| 3. CONTEXTE ET SUJET DE L'ÉVALUATION | 5 |
| 3.1. CONTEXTE | 5 |
| 3.2. SUJET DE L'ÉVALUATION ET THÉORIE DU CHANGEMENT | 7 |
| <i>Conception du programme : Objectifs, Ciblage, activités, extrants, résultats</i> | 7 |
| <i>Théorie du Changement</i> | 9 |
| 4. APPROCHE DE L'ÉVALUATION | 10 |
| 4.1. PORTEE | 10 |
| 4.2. CRITERES DE L'ÉVALUATION ET QUESTIONS | 11 |
| 4.3. APPROCHE METHODOLOGIQUE | 12 |
| 4.4. DISPONIBILITE DES DONNEES, INDICATEURS ET QUALITE | 15 |
| 4.5. ASSURANCE QUALITE | 15 |
| 5. PHASES ET LIVRABLES | 16 |
| 6. ORGANISATION ET GESTION DE L'ÉVALUATION | 18 |
| 6.1. CONDUITE DE L'ÉVALUATION | 18 |
| 6.2. COMPOSITION ET COMPETENCES DE L'ÉQUIPE | 18 |
| 6.3. GESTION DE L'ÉVALUATION ET GOUVERNANCE | 19 |
| 6.4. ÉTHIQUE | 19 |
| 6.5. PROPRIÉTÉ DES DONNÉES | 20 |
| 6.6. CONSIDÉRATION DE SÉCURITÉ | 20 |
| 7. ROLES ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES PRENANTES | 20 |
| 8. COMMUNICATION ET BUDGET | 21 |
| 8.1. COMMUNICATION | 21 |
| 8.2. BUDGET | 22 |
| ANNEXE 1: CARTE: PROGRAMME DE PAYS (2015-2019) ZONES D'INTERVENTION | 23 |

| | |
|---|-----------|
| ANNEXE 2 : RESUME DES ELEMENTS DU PROGRAMME ET LA THEORIE DU CHANGEMENT (1999-2019)..... | 24 |
| ANNEX 3 ETAPES DE L'EVALUATION SCHEDULE [A CONFIRMER PENDANT LA PHASE DE DEMARRAGE] ... | 27 |
| ANNEXE 4 : OBJECTIF ET COMPOSITION DU COMITE D'EVALUATION..... | 27 |
| ANNEX 5: OBJECTIF ET COMPOSITION DU GROUPE DE REFERENCE DE L'EVALUATION..... | 29 |
| ANNEXE 7: PREUVES DE L'IMPACT DES PROGRAMMES DE REPAS SCOLAIRES..... | 31 |
| 1- QUE DISENT LES PREUVES SUR L'IMPACT DES PROGRAMMES DE REPAS SCOLAIRES..... | 31 |
| 2-PREUVE DE CE QUI FAIT QUE LES PROGRAMMES DE REPAS SCOLAIRES FONCTIONNENT OU NON | 32 |
| ANNEXE 8: LISTE DES PARTIES PRENANTES..... | 33 |
| ACRONYMES..... | 34 |

List of Tables and Figures

| | |
|--|-------------------------------------|
| Table 1 Evaluation Criteria and evaluation questions | 11 |
| Table 2 Risks to the Proposed Methodology and suggested Mitigation Actions | Error! Bookmark not defined. |
| Table 3 Main programme Elements of Country programmes (2009-2019)..... | Error! Bookmark not defined. |
| Figure 1 Prevalence of Undernourishment (%) 3-year Average | 6 |
| Figure 2 Number of Beneficiaries Planned and Reached (2014-2018)..... | 7 |
| Figure 4 Percent achievements: Beneficiaries, Food schools (2015-2018) | 8 |
| Figure 3 Amount of Food: Planned and Actual (2015-2018) | 8 |
| Figure 5 Budget Requirements and Funding Levels (2015-2018) | 8 |
| Figure 6 A model tracing school meals impact pathways leading to educational goals | 9 |
| Figure 7 Summary Process Map..... | Error! Bookmark not defined. |
| Figure 8 Evaluation Management and Governance Arrangements..... | Error! Bookmark not defined. |
| Figure 9 Theory of change of the Madagascar school meals Programme..... | Error! Bookmark not defined. |

1. Introduction

1. Ces Termes de Référence (TDR) concernent l'évaluation du Programme de Cantines Scolaires (SMP) à Madagascar. Au cours des 20 dernières années, le PAM a mis en œuvre un programme de cantines scolaires à Madagascar dans le cadre de trois programmes de pays (CP 1999-2003; CP 2005-2014; CP 2015-2019) et de janvier 2018 à juin 2019 dans le cadre d'un plan stratégique de pays transitoire provisoire (T-ICSP 2018-2019¹). À partir de juillet 2019, le programme sera mis en œuvre dans le cadre d'un plan stratégique de pays sur cinq ans (CSP 2019-2024²). Dans sa version actuelle, le programme vise à fournir des repas aux écoliers des trois régions rurales du sud de Madagascar les plus touchées par l'insécurité alimentaire (Atsimo Andrefana, Androy et Anosy) et des zones urbaines vulnérables d'Antananarivo, Tamatave et Tulear. Les principales activités du programme sont les suivantes : (1) fournir des repas scolaires multi-enrichis aux écoliers des écoles ciblées ; (2) soutenir l'élaboration d'une politique nationale en matière de repas scolaire; (3) aider à la mise en place d'un système de cantines scolaires géré par le pays; et (4) piloter des activités de cantine scolaire au niveau local et des transferts monétaires dans les zones urbaines afin d'accroître la durabilité (voir la section 3.2 pour plus de détails).
2. Cette évaluation couvrira la période allant de janvier 2015 à juin 2019. Elle est demandée par le PAM Madagascar pour évaluer l'impact des repas scolaires sur les principaux résultats de l'éducation et sa contribution aux priorités nationales correspondantes.
3. Ces TDR ont été préparés par le bureau pays du PAM et le bureau régional sur la base d'un examen initial de documents et de consultations avec les parties prenantes, à l'aide d'un modèle standard. L'objectif du TDR est double. Premièrement, il fournit les objectifs généraux et les paramètres de conception de l'évaluation, fournissant ainsi des informations clés à l'équipe d'évaluation pour les guider tout au long du processus d'évaluation ; et deuxièmement, il fournit aux parties prenantes des informations essentielles sur l'évaluation et les arrangements institutionnels par lesquels elles seront impliquées au cours du processus.
4. Cette évaluation porte sur l'efficacité des repas scolaires dans la contribution aux résultats de l'éducation, examine les facteurs médiateurs ou atténuants cette contribution et évalue la contribution globale du programme aux priorités nationales dans le contexte de Madagascar. Pour ce faire, il utilisera une combinaison de plans d'évaluation quasi expérimentaux et théoriques (voir la section 4.3 pour plus de détails).

2. Raisons et objectifs de l'évaluation

2.1. Justification et objectifs

5. Si le SMP fait partie du portefeuille du PAM à Madagascar depuis plusieurs décennies, il n'a fait l'objet d'aucune évaluation portant sur ses résultats, son impact sur les résultats d'intérêt ou sa contribution à des priorités nationales. Une évaluation à mi-parcours du programme de pays (1999-2003) en 2002 a permis d'évaluer la mise en œuvre et de formuler des recommandations en ce qui concerne son amélioration. Deux évaluations récentes Interventions prolongées de secours et de redressement du PAM (2013 et 2016) n'incluaient pas les repas scolaires. Notant que les repas scolaires ont représenté plus de 40% du portefeuille de développement du PAM à Madagascar au cours des 20 dernières années (voir le tableau 3 à l'annexe 2), ils représentent une part importante des activités du PAM qui n'ont encore fait l'objet d'aucune évaluation.³
6. L'évaluation a également deux objectifs qui se renforcent mutuellement, la responsabilité et l'apprentissage :
 - Responsabilité - Elle évaluera et rendra des comptes sur la performance (résultats obtenus et ressources utilisées) des repas scolaires mis en œuvre dans le cadre du programme de pays (2015-2019);
 - Apprentissage - Elle déterminera les raisons pour lesquelles le programme a été ou n'a pas été mis en œuvre comme prévu et les raisons pour lesquelles certains résultats sont survenus ou non, afin de tirer des leçons, des bonnes pratiques et les indications d'amélioration. Elle fournira des conclusions fondées sur des preuves pour éclairer la prise de décision opérationnelle et stratégique en vue de la mise en œuvre du plan stratégique de pays (2019-2024).
7. Plus précisément, les objectifs de cette évaluation sont les suivants :
 - Evaluer la performance du programme de cantines scolaires et documenter les résultats obtenus ;

¹ Approuvé par le Conseil Exécutif en novembre 2017

² A être approuver par le Conseil Exécutif en Juin 2019

³ C'est le seul portefeuille de développement, le PAM ayant mené parallèlement des interventions prolongées de secours et de redressement (PRROs)

- Fournir au gouvernement et à ses partenaires de développement dans le secteur de l'éducation des preuves empiriques de l'impact des cantines scolaires sur la contribution aux résultats de l'éducation en particulier et des autres priorités nationales en général ;
 - Tirer parti du processus d'évaluation pour renforcer les capacités du ministère de l'Éducation en matière de suivi et d'évaluation du programme à l'avenir, et l'intégrer dans les plans du secteur de l'éducation ;
 - Établir une base de référence pour les indicateurs clés, y compris les projets pilotes concernant les repas à domicile et les transferts monétaires en milieu urbain, afin de permettre une évaluation future de l'impact de ces interventions sur les indicateurs d'intérêt ;
8. Comme le PAM commence à mettre en œuvre son plan stratégique national quinquennal (2019-2024) axé sur la mise en œuvre des cantines scolaires dans le cadre d'un système de protection sociale complet à Madagascar, il utilisera les résultats de cette évaluation pour éclairer ses décisions en matière de conception et de mise en œuvre pour améliorer l'impact du programme sur le déroulement du CSP. Une évaluation de la contribution du PAM à la protection sociale, à la résilience et au renforcement des capacités du pays est prévue en 2021, cette évaluation servira donc de base.

2.2. Participants, Utilisateurs et Utilisation de l'Évaluation

9. Un certain nombre de participants à l'intérieur et à l'extérieur du PAM ont un intérêt dans le sujet de cette évaluation et seront consultés et impliqués dans le processus d'évaluation. Les principaux participants sont le ministère de l'Éducation et le bureau de pays du PAM, ainsi que leurs partenaires dans la mise en œuvre du programme de cantines scolaires. Il s'agit notamment de l'UNICEF, de l'Organisation internationale du travail (OIT), du Ministère de la santé, du Ministère de l'agriculture, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'annexe 7 fournit une analyse préliminaire des parties prenantes qui sera approfondie par l'équipe d'évaluation dans le cadre de la phase de lancement.
10. **Ecoliers, enseignants et cuisiniers** : La responsabilité vis-à-vis des populations affectées est liée aux engagements du PAM en faveur de la participation des bénéficiaires en tant qu'intervenants clés dans l'évaluation de ses travaux. Cela sera assuré par la participation et la consultation des enseignants et des cuisiniers (femmes, hommes), des écoliers (garçons et filles) de différents groupes, en rapport avec le programme de cantines scolaires. Le PAM est déterminé à assurer l'égalité des sexes et de l'engagement des femmes (GEEW) dans le processus d'évaluation.
11. Les principaux utilisateurs de cette évaluation seront :
- Le bureau de pays **PAM Madagascar** et ses partenaires dans la prise de décision, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du CSP (2019-2024); et en renforçant les partenariats de manière à améliorer la mise en œuvre du programme; le PAM utilisera également les résultats pour renforcer les capacités du Ministère de l'éducation afin d'améliorer la qualité de la gestion et la mise en œuvre du programme de manière à améliorer la durabilité. En fonction des conclusions, le PAM utilisera les résultats pour mobiliser des ressources afin d'améliorer la mise en œuvre du programme, comme indiqué dans son CSP (2019-2024) ;
 - Le **Ministère de l'Éducation de Madagascar** utilisera les conclusions de cette évaluation pour comprendre dans quelle mesure le programme de cantines scolaires contribue aux efforts nationaux visant à garantir l'accès des enfants à l'éducation, et de ce point de vue identifiera les domaines dans lesquels ils pourraient avoir besoin d'adapter le programme pour en améliorer l'impact. Ceci concerne. En fonction des conclusions, le ministère utilisera les résultats pour plaider en faveur d'une augmentation de l'affectation des ressources, en particulier pour atténuer les facteurs qui seront jugés comme ayant une incidence négative sur la mise en œuvre et / ou limitant l'impact du programme.
 - Compte tenu des fonctions essentielles du **Bureau régional du PAM (RB)** consistant à fournir un appui technique dans la conception et la mise en œuvre des programmes, et de l'importance des programmes de cantines scolaires dans la région de l'Afrique australe, le bureau régional utilisera les résultats de l'évaluation pour fournir des orientations stratégiques, un appui au programme et supervision à Madagascar et dans d'autres bureaux de pays ;
 - La Division de l'Alimentation Scolaire du siège du PAM utilisera les conclusions dans ses travaux en cours pour renforcer l'engagement du PAM dans l'appui aux programmes de cantines scolaires durables et gérés par les pays dans le monde entier ;
 - Le Bureau de l'évaluation du PAM peut utiliser les conclusions de l'évaluation, selon les besoins, pour alimenter les synthèses des évaluations ainsi que pour l'établissement de rapports annuels à l'intention du Conseil Exécutif sur la portée des évaluations ;
 - D'autres partenaires, notamment l'UNICEF, le Partenariat mondial pour l'éducation, l'OIT, la Banque mondiale, etc., peuvent utiliser les résultats de cette évaluation pour éclairer leurs décisions et leurs actions concernant leur engagement dans le secteur de l'éducation à Madagascar.

3. Contexte et sujet de l'évaluation

3.1. Contexte

12. **Géographie et démographie** : le Madagascar est situé dans l'océan Indien à l'est du Mozambique, est la quatrième plus grande île du monde avec une superficie de 587 000 km². Il est géographiquement divisé en 6 provinces ; Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina et Toliara. Il a une population de 25,7 millions (estimation 2018), dont la plupart vivent dans le milieu est de l'île. On retrouve des regroupements importants dans les hautes terres centrales et la côte est. Le pays a une population jeune - un peu plus de 60% a moins de 25 ans - et un taux de fécondité total élevé de plus de 4 enfants par femme⁴. La majorité de la population vit dans les zones rurales (63%) et le pays a un taux de dépendance élevé (80). L'île connaît un certain nombre de problèmes environnementaux, notamment l'érosion et la dégradation des sols résultant de la déforestation et du surpâturage ; la désertification ; feux agricoles ; eaux de surface contaminées par des eaux d'égout non traitées et autres déchets organiques ; préservation de la faune (espèces de la flore et de la faune en voie de disparition uniques à l'île); cyclones périodiques; sécheresse; et infestation acridienne.
13. **Environnement politique et macroéconomique** : La crise politique de 2009-2013 a conduit de nombreux pays, y compris les États-Unis, à suspendre leur aide non humanitaire jusqu'à l'investiture d'un président élu démocratiquement en 2014. Les réformes économiques ont été modestes et le secteur financier du pays reste faible, limitant l'utilisation de la politique monétaire pour contrôler l'inflation. Cela a eu un impact négatif sur le revenu disponible, en particulier dans la population urbaine défavorisée, entraînant une augmentation du décrochage scolaire des garçons et des filles et obligeant les familles à adopter des mécanismes d'adaptation négatifs tels que l'abandon des enfants, le travail des enfants et la prostitution. Le pays a tenu des élections en novembre 2018 et a un nouveau président depuis janvier 2019. Des élections législatives sont attendues d'ici la fin de 2019⁵.
14. Madagascar est classé parmi les pays à faible revenu. Son PIB par habitant enregistré en 2017⁶ se lève à 422 USD (et un PIB par habitant de 1 600 USD parité de pouvoir d'achat)⁷. La croissance du PIB a augmenté entre 2013 et 2017, passant de 2,3% à 5% en 2018. Les petites industries et entreprises du secteur privé ont dynamisé l'économie. Les exportations de biens et de services produits dans les zones franches économiques ont également enregistré une forte performance. Le dynamisme remarquable des investissements publics au cours de la période récente a également été le moteur de la croissance dans le secteur de la construction en zones urbaines. Par conséquent, les principaux moteurs de la croissance sont concentrés dans les secteurs de l'industrie et des services et profitent principalement à la population urbaine, tandis que la population rurale continue de se livrer à des activités agricoles qui n'ont pas profité de la croissance économique. En effet, entre 2014 et 2017, le secteur agricole s'est contracté en moyenne de 0,8% par an. Dans un pays où l'agriculture est l'activité principale de près de 80% de la population, cela indique que la croissance économique de ces dernières années n'a pas eu d'incidence positive sur les conditions de vie de la majorité de la population. Selon les prévisions, la croissance économique restera dynamique et devrait atteindre 5,4% en 2019⁸.
15. Madagascar est en retard sur plusieurs indicateurs de développement. Un enfant sur deux (moins de cinq ans) souffre de retard de croissance et le pays se classe au cinquième rang mondial pour le nombre d'enfants non scolarisés. De plus, avec seulement 13%, le taux d'accès à l'électricité est l'un des plus bas de la planète. En 2018, l'indice de développement humain (IDH) de Madagascar, mesuré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), s'est légèrement amélioré, passant de 0,512 à 0,519, mais le pays a perdu trois places dans le classement mondial, passant de 158 à 161⁹. L'élaboration du Plan de Développement National 2015-2019 reflète la volonté du gouvernement d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et de s'orienter vers une croissance inclusive et durable profitant à l'ensemble de la population¹⁰.
16. Pauvreté et insécurité alimentaire : selon les statistiques de la FAO, la prévalence de la sous-alimentation à Madagascar est à la hausse depuis environ 2012 et avait été enregistrée pour la dernière fois à un peu plus de 40% de la population en 2017 (voir Figure 1)¹¹. Bien que la pauvreté, sur la base d'un seuil de 1,90 USD par jour et d'une parité de pouvoir d'achat, passerait de 75% à 73% entre 2018 et 2020¹² selon les estimations, la pauvreté demeure répandue et touche les trois quarts de la population.

⁴ <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ma.html>

⁵ <https://www.worldbank.org/en/country/madagascar/overview>

⁶ <https://tradingeconomics.com/madagascar/gdp-per-capita>

⁷ <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ma.html>

⁸ <https://www.worldbank.org/en/country/madagascar/overview>

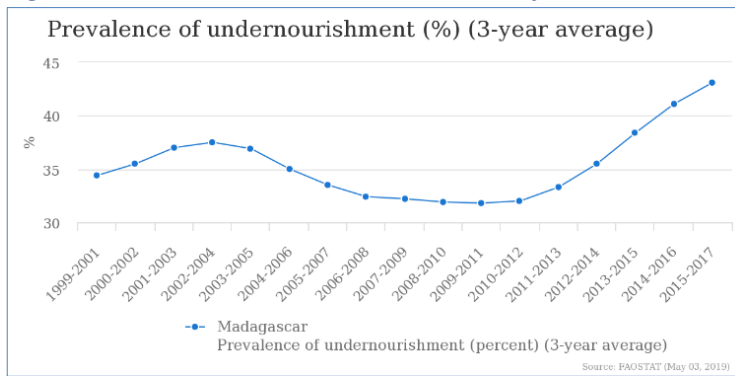
⁹ <https://www.worldbank.org/en/country/madagascar/overview>

¹⁰ <https://docs.wfp.org/api/documents/7c64af3c246247e6a0228bfc9ae9357e/download/>

¹¹ <http://www.fao.org/faostat/en/#country/129>

¹² <https://www.worldbank.org/en/country/madagascar/overview>

Figure 1. Prévalence de sous-alimentation (%) Moyenne de 3 ans



moins 1,3 million de personnes sont en insécurité alimentaire dans le sud et le sud-est du pays¹⁴.

17. Plus du tiers des ménages manquent de nourriture adéquate à tout moment de l'année. Le pays est fortement exposé aux aléas climatiques. Au cours des 35 dernières années, plus de 50 catastrophes naturelles ont frappé et les cyclones, la sécheresse, les inondations et les infestations acridienne ont affecté la vie de plus de la moitié de la population. Ces catastrophes naturelles ont entraîné des pénuries alimentaires et des épidémies, notamment le paludisme¹³. Selon les projections du Cadre Intégré de la Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) pour la période allant de novembre 2018 à mars 2019, on estime qu'au
18. **Santé et nutrition** : En raison du taux de pauvreté élevé, la malnutrition chronique est endémique. Près d'un enfant sur deux souffre de malnutrition chronique à Madagascar¹⁵, 33% des enfants ont une insuffisance pondérale, le taux de mortalité infantile est de 40 décès pour 1 000 naissances et le taux de mortalité maternelle de 353 décès pour 100 000 naissances. L'espérance de vie à Madagascar est estimée à 67 ans (65 pour les hommes et 68 pour les femmes).
19. **Éducation** : le taux d'alphabétisation (pourcentage de personnes de 15 ans et plus sachant lire et écrire) serait de 65% (68 hommes et 63 femmes). L'éducation à Madagascar est actuellement divisée en six sous-secteurs: (1) préscolaire; (2) cinq années d'enseignement primaire; (3) quatre années du premier cycle du secondaire, (4) trois années du deuxième cycle du secondaire (ces quatre sous-secteurs sont régis par le ministère de l'Éducation nationale et s'adressent à 4,6 millions d'apprenants); (5) un plus petit sous-secteur de la formation techniques et professionnels pouvant accueillir 40 000 personnes, dirigé par le ministère de TVET; et (6) le sous-secteur de l'enseignement supérieur, avec 107 000 étudiants inscrits en 2014, relevant du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique¹⁶. De l'enseignement primaire à l'enseignement postsecondaire, l'année scolaire commence en octobre et se termine en juillet.
20. L'enseignement primaire public est gratuit. Cependant, les coûts indirects liés au transport et aux uniformes scolaires rendent difficile la scolarisation des enfants des ménages pauvres. On estime qu'environ 1,4 million d'enfants de l'école primaire été non scolarisés en 2012 (le 5ème plus grand au monde). Quatre enfants sur dix de l'école primaire abandonnent leurs études avant la dernière année. Environ 20% des apprenants répètent leur classe chaque année dans les écoles publiques (seulement 7% dans les écoles privées). Le redoublement est particulièrement élevé en première année d'école. Le taux d'abandon scolaire est de 17% et seulement 3 enfants sur 10 terminent avec succès leurs études primaires (le taux de rétention jusqu'à la dernière année étant de 35%)¹⁷. Les niveaux élevés de pauvreté augmentent le risque que les enfants ne vont pas à l'école ou abandonnent leurs études. Moins de 10% des jeunes enfants vont à l'école maternelle.
21. Bien que des progrès aient été réalisés dans l'amélioration de la scolarisation dans le primaire à Madagascar, le système éducatif souffre toujours de ressources insuffisantes, d'une qualité médiocre de l'enseignement, des enseignants peu formés et de salles de classe vétustes et surpeuplées. Le ratio élèves par enseignant serait de 41, ce qui est nettement supérieur à la moyenne de 38 pour l'Afrique subsaharienne et à la moyenne mondiale de 24¹⁸.
22. **Aspects liés genre** : le pays a obtenu un score de 0,962 à l'indice d'inégalité de genre de 2017, ce qui indique des niveaux d'égalité élevés entre les femmes et les hommes¹⁹. Cependant, le pays a encore des problèmes liés au genre. L'accès limité à la nourriture est exacerbé par les pratiques discriminatoires fondées sur le sexe, notamment l'exclusion coutumière des femmes de la terre et des ressources, la charge de travail élevé qui pèse sur les femmes et le mariage des filles, et les femmes continuent à effectuer la grande majorité des travaux domestiques et des soins non rémunérés²⁰. Bien que la parité hommes-femmes soit atteinte dans le primaire avec un taux d'inscription de 1,05 pour les filles par rapport aux garçons, elle diminue aux niveaux supérieurs pour atteindre 0,93 et 0,86 à l'achèvement des études primaires et secondaires, respectivement.

¹³ <https://www.usaid.gov/madagascar/agriculture-and-food-security>

¹⁴ http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Madagascar_AcuteFI_2018AugOct.pdf

¹⁵ <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2018/03/08/a-ten-year-program-to-combat-chronic-malnutrition-in-madagascar>

¹⁶ <http://documents.worldbank.org/curated/en/517281522548048451/pdf/Madagascar-PAD-P160442-2018-03-12-638pm-03122018.pdf>

¹⁷ <http://uis.unesco.org/country/MG>

¹⁸ <http://wdi.worldbank.org/table/2.7>

¹⁹ Index based on Life expectancy, Gross National Income per capita and Expected and Mean years of school, disaggregated by men and women and comparing the indexes for men and women. See <http://hdr.undp.org/en/content/gender-development-index-gdi>

²⁰ FAO. 2013. *Madagascar and Legal Pluralism: Can Customary and Statutory Law Be Reconciled to Promote Women's Land Rights?*

<http://www.fao.org/3/a-i4007e.pdf>.

23. La plupart des politiques et stratégies gouvernementales font spécifiquement référence à la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes. Cependant, les capacités limitées entravent la mise en œuvre de ces politiques. En réponse à la mise en œuvre limitée du plan d'action national pour la parité hommes-femmes et le développement (2004-2008), le ministère de la Population, de la Protection sociale et de l'Autonomisation des femmes a élaboré la stratégie nationale de lutte contre la violence liée aux genres (2017-2020), qui encourage une coordination multipartite en matière de prévention, de protection et de réaction en matière de violence sexuelle et sexiste.
24. Les repas scolaires sont une priorité dans l'agenda politique. Le gouvernement reconnaît l'importance des repas scolaires et a pris des mesures pour l'ancrer dans un certain nombre de politiques, à savoir : la politique des cantines scolaires (2017-2021), la politique de protection sociale (2019-2023), le plan sectoriel de l'éducation (2018-2022), Plan national de nutrition (2017-2021) et plan de développement national (2020-2025 en cours d'élaboration).

3.2. Sujet de l'évaluation et Théorie du changement

25. Au cours des 20 dernières années, le PAM a fourni des repas scolaires aux enfants des écoles primaires du sud de Madagascar et des zones urbaines pauvres bénéficiant d'une éducation formelle et non formelle. Dans le cadre de son programme de cantine scolaire, le PAM vise à fournir des repas chauds quotidiens enrichis en micronutriments aux élèves des écoles primaires publiques. Le programme vise à contribuer à l'augmentation des taux de fréquentation et de rétention scolaire et répond à l'une des principales priorités du gouvernement dans le secteur de l'éducation. Dans les zones du sud exposé à l'insécurité alimentaire, le programme de cantines scolaires sert également de filet de sécurité pour les ménages vulnérables et exposés à l'insécurité alimentaire. En plus du repas quotidien, le programme prévoit des interventions complémentaires contribuant à améliorer la santé et l'état nutritionnel des enfants d'âge scolaire, telles que l'éducation à la nutrition et à l'hygiène, l'accès à l'eau et à l'assainissement et le déparasitage, en collaboration avec d'autres partenaires tels que le Ministère de la santé publique, OMS et UNICEF.
26. Parallèlement au programme de soutien aux petits agriculteurs, le PAM encourage l'approche des repas scolaires locaux en encourageant et en aidant les parents et les petits agriculteurs à lancer des activités génératrices de revenus, dont la production fournit des aliments frais locaux pour compléter les repas scolaires. Ce programme est actuellement mis à l'essai dans 22 écoles afin de contribuer à la diversification des repas scolaires tout en soutenant les moyens de subsistance des communautés. Des efforts visant à promouvoir les activités des petits agriculteurs femmes sont déployés dans le cadre de la mise en œuvre. Les transferts en espèces directement aux écoles seront mis à l'essai lors de la mise en œuvre du CSP (2019-2024). Le PAM appuie également le Ministère de l'éducation par le biais d'une assistance technique, en particulier dans les domaines de l'élaboration des politiques, du renforcement des capacités institutionnelles, de la conception et de la mise en œuvre des programmes et du renforcement des capacités des communautés, afin de passer progressivement à un SMP national.

Conception du programme : Objectifs, Ciblage, activités, extrants, résultats

27. Le tableau 3 de l'annexe 2 résume les principaux éléments du programme au cours des 20 dernières années. Ceci est basé sur les conceptions originales du programme et ne prend pas en compte les révisions ultérieures. L'équipe d'évaluation effectuera une analyse plus approfondie au cours de la phase de démarrage.
28. **Unité de ciblage** : le programme utilise une approche de ciblage géographique ciblant les régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire. Les écoles sont l'unité de ciblage et la plupart des indicateurs sont rapportés au niveau de l'école. Tous les enfants des écoles ciblées reçoivent des repas (c'est-à-dire pas de ciblage au sein de l'école). La figure 2 montre les bénéficiaires prévus et effectifs sur la période couverte par cette évaluation (à l'exclusion de 2019). La figure 3 montre la nourriture prévue et réelle distribuée.
29. **Réalisations** : comme le montre la figure 4, les programmes ont touché en moyenne 92% des bénéficiaires inscrits, dans 93% des écoles assistées avec 64% de la quantité de nourriture prévue. La diminution de la quantité de nourriture distribuée est due à la diminution du financement, comme le montre la figure 5.

Figure 2 Nombre de bénéficiaires prévus et atteints (2014 - 2018)

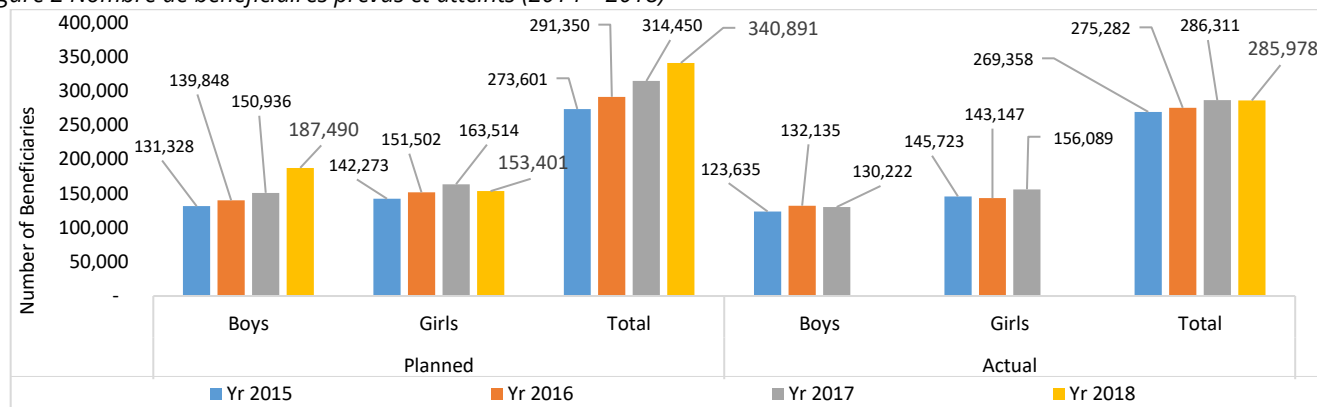


Figure 4 Quantité de nourriture: prévue et réelle (2015 – 2018)

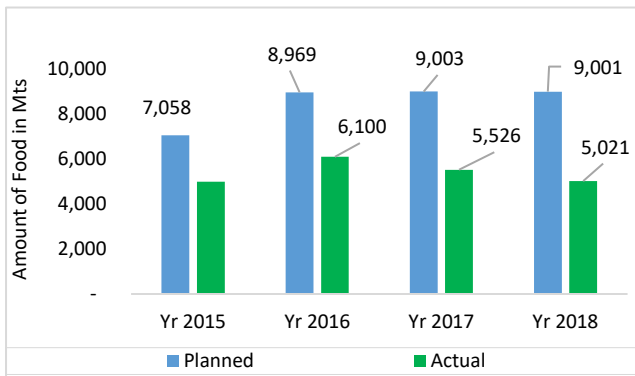


Figure 3 Pourcentage de réalisations : Bénéficiaires, Nourritures, Ecoles (2015-2018)

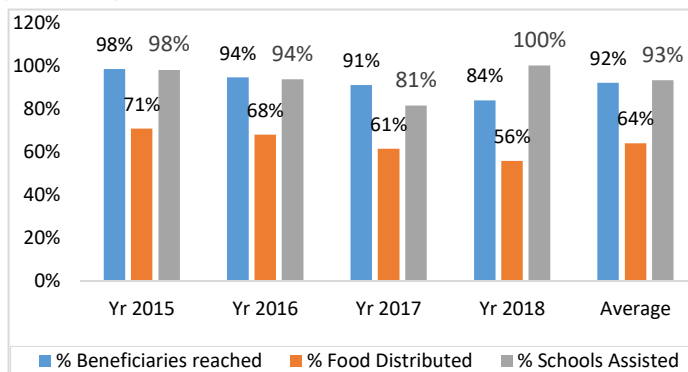
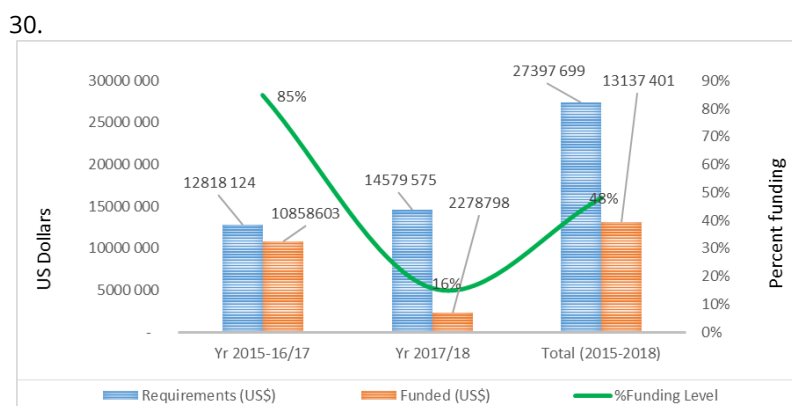


Figure 5 Besoins budgétaires et niveaux de financement (2015-2018)



Aspects liés au genre : Comme indiqué à l'annexe

2, le programme avait pour objectif explicite de réduire les disparités entre les sexes en matière d'accès à l'éducation. Les indicateurs de résultats clés ont été désagrégés par sexe avec l'intention de mesurer les effectifs, la présence et l'abandon scolaire des garçons et des filles. En tant que tel, la prise en compte du genre dans le programme est un objectif explicite.

31. **Autres interventions du PAM:** comme l'indique le tableau 3 à l'annexe 2, les trois programmes de pays comprenaient des activités concernant la nutrition, la réduction des risques de catastrophe et l'accès aux marchés. En outre, le PAM a mis en œuvre des opérations prolongées de secours et de redressement (PRRO 2010-2013; PRRO 2015-2017) comprenant des transferts de produits alimentaires, la nutrition, une assistance alimentaire pour la création d'actifs, un renforcement des capacités et des procurations locales. Il y avait un chevauchement géographique avec d'autres activités distinctes.

32. Les **autres acteurs** du secteur de l'éducation à Madagascar au cours de la période couverte par cette évaluation comprennent:

- **L'UNICEF** met en œuvre des programmes axés sur l'accès et la rétention, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage et le renforcement des institutions (renforcement des capacités aux niveaux central et décentralisé, gouvernance de l'école et participation des communautés)²¹.
- **Organisation internationale du Travail (OIT)** qui met en œuvre un projet d'appui à "l'éducation pour tous" en soutenant la construction et l'entretien d'écoles.
- **L'Agence française de développement (AFD)**, qui fournit une assistance technique au ministère de l'éducation pour le renforcement des institutions et la formation des enseignants ;

21 <https://www.unicef.org/madagascar/>

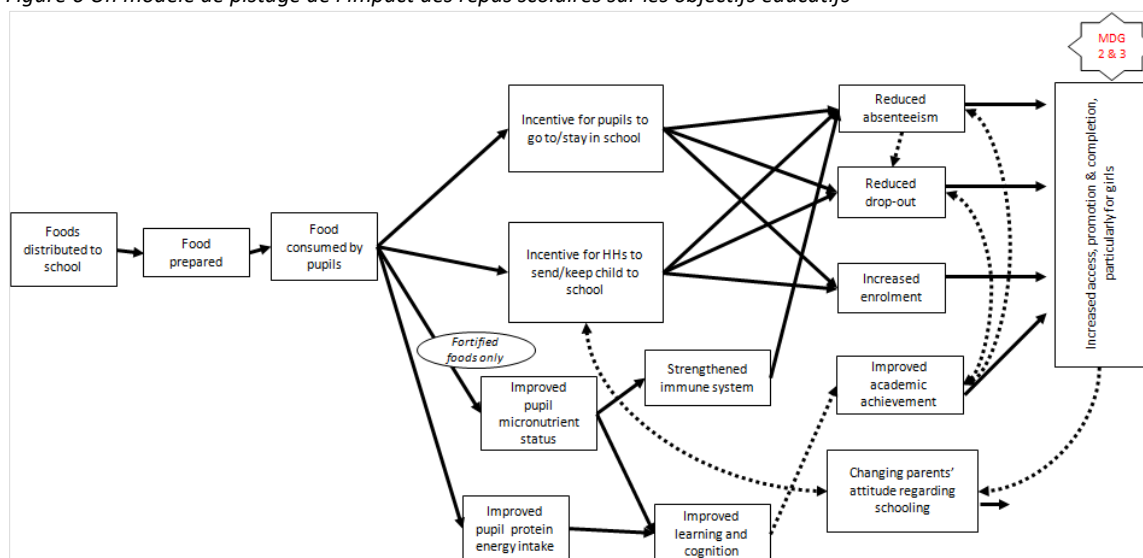
- **Union Européenne** : avec un projet visant à financer le paiement des enseignants, des subventions scolaires, la formation des enseignants au niveau communautaire, la formation des chefs d'école et le développement institutionnel à différents niveaux²².
- **Norvège** : qui a canalisé l'aide à l'éducation par le biais d'agences des Nations Unies (UNICEF pour le développement de programmes d'enseignement et de matériels d'apprentissage) ; PAM (aide non alimentaire dans trois régions couvertes par le programme SMP du PAM) et OIT (construction d'écoles).
- **Banque mondiale** : y compris par le biais du programme du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) pour lequel la banque était l'agence supervisant le programme et l'UNICEF, l'agence coordonnatrice. Le programme comprenait trois composantes (voir le document de projet à la note de bas de page 22).

Théorie du Changement

33. Les interventions dans le secteur de l'éducation ont pour objectifs : d'amener les enfants à l'école (effectifs) à les maintenir à l'école (fréquentation, rétention et transition) ; améliorer la qualité de l'éducation (formation des enseignants, matériel pédagogique, assiduité des enseignants, salles de classe / autres infrastructures). Celles-ci visent à améliorer les résultats scolaires (alphabétisation, compétences cognitives, note de passage, etc.). Certaines interventions comportent des éléments / activités visant à modifier les attitudes à l'égard de l'éducation afin d'améliorer la réalisation des bons résultats. En tant donné le contexte particulier de Madagascar - avec des taux de pauvreté élevés, des taux de scolarisation et de fréquentation faibles les interventions dans le secteur de l'éducation comme les programmes des cantines scolaires ont d'une part l'objectif principal d'amener les enfants à l'école et de les y maintenir (en augmentant le taux de fréquentation tout en réduisant le taux d'abandon scolaire) et contribuer à augmenter l'apport alimentaire des enfants d'âge scolaire d'une autre part.

34. Dans ces contextes d'insécurité alimentaire, les choix des ménages en matière d'éducation résultent souvent de processus de décision complexes dans lesquels la pauvreté et la faim jouent un rôle important dans la détermination des résultats scolaires (Drèze et Kingdon, 2001)²³. Un premier facteur qui entraîne une participation accrue à l'école est l'incitation des ménages à envoyer leurs enfants à l'école. Cette motivation est obtenue grâce à un transfert de revenus compensant les coûts financiers et d'opportunité de la scolarisation, et grâce à une amélioration des services fournis à l'école. Les repas scolaires peuvent également être une motivation pour les élèves de se rendre à l'école pour recevoir de la nourriture plutôt que de manquer en restant à la maison. En théorie, ces deux effets contribueront à orienter les décisions à court terme des ménages vers une scolarisation accrue²⁴. Comme le note Gelli (2010)²⁵, la motivation dû au transfert de revenus et l'amélioration de l'état de santé et de nutrition résultant des repas à l'école amélioreraient alors l'accès et les résultats d'apprentissage. Il propose une théorie de programme illustrée dans la figure 6 ci-dessous.

Figure 6 Un modèle de pistage de l'impact des repas scolaires sur les objectifs éducatifs



Source: Gell, 2010; page 26

²² <https://www.globalpartnership.org/content/program-document-madagascar-2013>; page 132

²³ Drèze, J. and G. Kingdon. 2001. School Participation in Rural India. Review of Development Economics; 5 (1), 1- 24

²⁴ ibid

²⁵ Gelli, A. (2010), Food Provision in Schools in Low and Middle Income Countries: Developing an Evidenced Based Programme Framework, Partnership for child Development, HGSF WORKING PAPER SERIES #4

35. Conformément au modèle logique général des repas scolaires ci-dessus et en se basant sur les éléments de conception du programme de repas scolaire à Madagascar sur deux décennies présentées au tableau 3, le PAM à Madagascar s'est concentré sur l'amélioration de l'accès et de la participation à l'éducation. La figure 9 de l'annexe 2 montre la théorie du changement du programme telle qu'elle a été élaborée par le PAM et ses partenaires à Madagascar. Aux fins de la présente évaluation, la théorie du changement a été ajusté afin de numéroter les différents résultats et les théories / voies (voir la section 4.1 pour s'apercevoir de l'importance et pour comprendre la portée de l'évaluation).
36. **Le contexte et les facteurs contextuels important:** Un examen systématique de l'impact des programmes de cantines scolaires en 2007 a révélé que, bien que les programmes de repas aient des effets positifs importants sur la croissance et les performances cognitives, ils avaient de nombreuses conceptions différentes et étaient mis en œuvre dans des contextes sociaux et des systèmes éducatifs variés; par un personnel d'origines, de compétences et de croyances culturelles différentes; et avec d'énormes variations dans le contexte social, économique et politique²⁶. En ce sens, ce qui fait qu'un programme a un impact (ou pas) dans un contexte peut ne pas être nécessairement le même dans un autre contexte. Reconnaisant l'importance du contexte et du fait que de nombreuses évaluations ont montré que les repas scolaires ont un impact sur les résultats de l'éducation (voir annexe 7), la présente évaluation ne porte pas sur l'impact des repas scolaires en général, mais plutôt sur leur contribution dans le contexte de Madagascar.
37. **Évaluations antérieures :** L'évaluation à mi-parcours du programme de pays (1999-2005) en 2002 avait recommandé que « pour améliorer le ciblage géographique de l'activité de cantines scolaires et pour évaluer la contribution de l'activité à la réalisation des objectifs du programme de pays, le système de suivi et d'évaluation devrait systématiquement être revu de manière pour intégrer des indicateurs de performance de base. Celles-ci devraient permettre une analyse qualitative désagrégée par sexe indiquant les taux d'inscription et de fréquentation, ainsi que les taux d'abandon et de redoublement. Une division géographique ainsi qu'une responsabilité intersectorielle pour le suivi seraient également souhaitables ». Les deux évaluations récentes du PAM à Madagascar n'incluaient pas les activités de cantines scolaires²⁷. Au cours de la phase de démarrage, l'équipe d'évaluation évaluera dans quelle mesure cette recommandation a été mise en œuvre et explorera les évaluations pertinentes réalisées par d'autres acteurs du secteur de l'éducation.

4. Approche de l'Évaluation

3.3. Portée de l'évaluation

38. La portée de l'évaluation est la suivante :

- **Période :** cette évaluation couvrira 5 ans (2015-2019) et de ce fait couvrira toute la période de mise en œuvre du programme de pays 2015-2019 (y compris la période au cours de laquelle le programme de pays a été regroupé avec toutes les autres opérations dans le plan stratégique de transition provisoire du pays (T -ICSP 2017-2019) ;
- **Géographique :** toutes les zones qui ont été ciblées par le programme au cours de la période seront incluses dans le champ d'application, à savoir les régions du sud de Madagascar et les zones urbaines vulnérables ;
- **Activités :** Aux fins de la présente évaluation, les repas scolaires sont considérés comme des programmes mis en œuvre dans les écoles en tant que point de distribution de nourriture. Ils peuvent inclure des repas secs et humides distribués à tout moment de la journée scolaire (petit déjeuner, milieu de la matinée, déjeuner) et les rations à emporter. Les modalités alimentaires et monétaires seront incluses. Les opérations axées sur les enfants d'âge préscolaire ou fournissant de la nourriture contre formation en dehors du contexte scolaire ne seront pas incluses . Toutes les dimensions GEEW de ces activités seront prises en compte.
- **Groupes ciblés :** Les écoliers ciblés par les repas, leur ménage, les enseignants et les cuisiniers dans les écoles ciblées. De plus, les administrateurs d'école et les autres personnes ciblées par des activités connexes ; en s'assurant que les dimensions GEEW sont intégrées.
- **Théories à tester / résultats à évaluer :** comme l'indique la théorie du changement de la figure 2, de nombreuses explications sont fournies à différents niveaux de la chaîne de résultats sur la manière dont la fourniture de repas scolaires et d'autres activités associées devrait aboutir aux résultats et impacts souhaités. Un test complet de toutes les voies et de tous les résultats nécessiterait une évaluation complexe qui pourrait

²⁶ Kristjansson E, Robinson V, Petticrew M, Macdonald B, Krasevec J, Janzen L, et al. (2007) School meals for improving the physical and psychosocial health of disadvantaged elementary school children. *Cochrane Database Syst Rev* 2007;(1):CD004676.

²⁷ PRRO 200735 <https://www1.wfp.org/publications/madagascar-prro-200735-mid-term-operation-evaluation> and PRRO 200065 <https://www1.wfp.org/publications/madagascar-prro-200065-response-recurrent-natural-disasters-and-seasonal-food-insecurity-mad>

ne pas être réalisable. Les discussions sur le champ d'application sont toujours en cours, mais le cœur de l'évaluation est centré sur tous les produits et résultats intermédiaires, les effets R3.2, R3.3 et R3.4; et impact R4.1. L'ensemble final de résultats à évaluer et les théories à tester seront confirmés lors de la phase de lancement.

3.4. Critères de l'évaluation et Questions

39. L'évaluation abordera la question fondamentale « dans quelle mesure le programme de cantines scolaires contribue-t-il à la réalisation des objectifs de l'éducation, à la réduction des disparités entre les sexes et à la réalisation des priorités nationales dans le contexte de Madagascar ? Pour répondre à cette question, l'évaluation appliquera les critères d'évaluation internationaux de pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité²⁸ tout au long de la chaîne de résultats du programme de cantines scolaire. Le Tableau 1 montre les questions auxquelles on répondra pour chaque critère d'évaluation à chaque niveau de résultat. L'égalité des sexes et l'engagement des femmes seront intégrées dans les critères. L'évaluation analysera la manière dont les objectifs et les principes d'intégration de GEEW ont été inclus dans la conception de l'intervention et si la mise en œuvre a été guidée par les objectifs du PAM et de l'ensemble du système en matière de GEEW.

Tableau 1 Critères de l'évaluation et questions de l'évaluation

| Critère | NIVEAU DE LA CHAÎNE DE RESULTATS | | | | | |
|-------------------------------|---|--|---|----------------------------|----------|-----------|
| | 1-Contribution | 2-Processus/Activités | 3- Produits | 4-Résultats intermédiaires | 5-Effets | 6-Impacts |
| 1 Pertinence | EQ1.1.1: Quelle est la pertinence du programme de cantines scolaires dans le contexte de l'éducation et de la sécurité alimentaire à Madagascar? | | | | | |
| 2 Efficacité | EQ2.1.1: Quel a été le niveau de financement du programme par rapport aux besoins / budget prévu? EQ2.1.2: Quels facteurs ont influencé les décisions de financement des différents acteurs? | EQ2.2.1: Dans quelle mesure le programme a-t-il été mis en œuvre comme prévu / conçu? EQ2.2.2 : Quels facteurs ont permis ou limité la mise en œuvre du programme ? | EQ2.3.1 : Dans quelle mesure les résultats prévus ont-ils été réalisés? EQ2.3.2 : Quels facteurs ont permis ou limité la réalisation des résultats ? | | | |
| 3 Efficacité ²⁹ | EQ3.1.1: Quel était le délai de réception des fonds et / ou des dons en nature? | EQ3.2.1: Dans quelle mesure les livraisons de nourriture aux écoles ont-elles été effectuées en temps voulu et en quantité suffisante? | | | | |

²⁸ For more detail see: <http://www.oecd.org/dac/evaluation/dacriteriaforevaluatingdevelopmentassistance.htm> and <http://www.alnap.org/what-we-do/evaluation/eha>

²⁹ Un exercice d'analyse coûts-bénéfices est en cours avec l'aide de Mastercard parallèlement à la présente évaluation. Par conséquent, l'évaluation de ce critère porte uniquement sur le financement, la rapidité et la convenance de la ration.

| | | | | | | |
|------------------------|--|---|--|---|--|---|
| 4 Impact | | | | <p>EQ4.4.1: Dans quelle mesure la présence de repas à l'école réduit-elle les stratégies d'adaptation négatives au niveau des ménages?</p> <p>EQ4.4.2: Les repas scolaires sont-ils supplémentaire aux repas fournis à la maison ou un substitut?</p> <p>EQ4.4.3: Les repas scolaires réduisent-ils la faim à court terme chez les enfants d'âge scolaire?</p> | <p>EQ4.5.1: Dans quelle mesure la fourniture de repas scolaires augmente-t-elle la scolarisation des enfants des ménages vulnérables?</p> <p>EQ4.5.2: Dans quelle mesure la fourniture de repas scolaires augmente / stabilise-t-elle la fréquentation scolaire?</p> <p>EQ4.5.3: Quels sont les facteurs médiateurs et modérateurs?</p> | EQ4.6.1 Dans quelle mesure la fourniture régulière de repas à l'école contribue-t-elle à l'achèvement des études primaires ³⁰ |
| 5 Durabilité | EQ5.1.1: Dans quelle mesure le programme de cantines scolaires s'aligne-t-il aux priorités de développement nationales? | EQ5.2.1: Dans quelle mesure les activités de renforcement des capacités ont-elles été intégrées à la mise en œuvre du programme? | | | EQ5.4.1: Dans quelle mesure la qualité de la gestion du programme de cantines scolaires s'est-elle améliorée aux niveaux communautaire et national? | |

3.5. Approche Méthodologique

40. Les recherches et les évaluations montrent que les repas scolaires ont différents types d'impact dans différents contextes (voir annexe 6). Cette évaluation n'est donc pas destinée à établir l'impact général des repas scolaires. L'intention est plutôt de s'appuyer sur les preuves existantes dans d'autres contextes et d'évaluer dans quelle mesure les repas pris à l'école contribuent aux principaux résultats de l'éducation dans le contexte de Madagascar. Les preuves existantes renseigneront sur les conditions et les mécanismes à rechercher et à tester dans ce contexte et guidés par le TOC.

41. L'évaluation utilisera une méthode mixte pour répondre aux questions identifiées à la section 4.2 en combinant systématiquement les approches empiriques et théoriques, comme expliqué ci-après:

Méthode 1: Analyse de la contribution (CA)

42. Guidée par la théorie du changement présentée dans la section 3.2, l'évaluation utilisera la méthode d'analyse de la contribution basée sur la théorie pour construire un «récit de performance» du programme de cantines scolaire à Madagascar. Pour ce faire, il utilisera au mieux les données secondaires existantes (documents, rapports et données quantitatives) et si nécessaire, collectera des données primaires pour combler les lacunes (entretiens, groupes de discussion et entretiens avec les informateurs clés). Premièrement, l'analyse cherchera à répondre aux questions relatives à la pertinence (EQ1.1.1), à l'efficacité (EQ2.1.1, 2.2.1, EQ2.3.1, EQ2.1.2, EQ2.2.2, EQ2.2.3), à l'efficience (EQ3.1.1, EQ3.2.1) et la durabilité (EQ5.1.1, EQ5.2.1). Il analysera également les catalyseurs et les obstacles à la mise en œuvre du programme et à la réalisation des extraits et des résultats intermédiaires. Deuxièmement, l'analyse examinera les théories spécifiques testées à chaque niveau de résultats pour examiner «les mécanismes de changement, les conditions contextuelles qui aident ou inhibent ces mécanismes et toute explication alternative», afin de construire un récit de la contribution du programme de cantines scolaire à Madagascar³¹.

³⁰ La référence à la régularité est basée sur le fait que s'il n'y a aucune fidélité dans la mise en œuvre, on ne peut pas s'attendre à ce que le programme ait un impact à long terme. Voir la section 4.3 pour savoir comment cela sera assuré en mélangeant des méthodes qui testent d'abord la fidélité de la mise en œuvre.

³¹ C'est là le cœur de l'analyse des contributions et c'est ce qui la rend adaptée à l'évaluation de programmes sociaux complexes comportant une longue chaîne de résultats [distance entre les contributions et les résultats]. Certaines limites de cette méthode sont reconnues et seront gérées

43. Conformément aux développements récents et à l'application de l'Analyse de la Contribution (CA), l'évaluation appliquera un cadre modifié de recherche de l'explication pertinente (REF) développé par Lemire et al. (2012)³². Cela sera approfondi conjointement avec l'équipe d'évaluation et le PAM au cours de la phase de lancement afin de déterminer son applicabilité et la manière de l'adapter spécifiquement à cette évaluation.

Méthode 2 : méthodes quasi expérimentales

44. Plusieurs conceptions et caractéristiques de mise en œuvre du programme ont influencé l'approche proposée pour répondre aux questions sur l'impact (EQ4.4.1, EQ4.4.2, EQ4.4.3, EQ4.5.1, EQ4.5.2, EQ4.5.3, EQ4.6.1). Premièrement, le programme de cantines scolaire est une intervention ciblée qui inclut les écoles situées dans des zones cibles en insécurité alimentaire. Il n'est donc pas envisageable d'attribuer au hasard des groupes de contrôle et de traitement aux fins de l'estimation de l'impact du programme sur les indicateurs d'intérêt (effectifs, fréquentation, taux d'abandon, etc.). Deuxièmement, étant donné le manque de ressources, toutes les écoles situées dans des zones d'insécurité alimentaire ne sont pas visées. Troisièmement, alors que le programme vise à atteindre tous les enfants des écoles ciblées avec un repas tous les jours de l'année scolaire, les ressources et les contraintes logistiques font en sorte que les enfants ciblés ne reçoivent pas toujours un repas tous les jours de l'année scolaire. Étant donné que l'objectif principal du programme à Madagascar [comme le montre les résultats attendus au fil du temps dans le tableau 1] est d'accroître la participation à l'éducation, une étude bien conçue devrait permettre d'évaluer l'importance des repas dans l'augmentation / la stabilisation de la participation à l'éducation ainsi que les apprentissages en se basant sur ces caractéristiques de conception et de mise en œuvre.

45. En 2008, une enquête de référence sur les repas scolaires a été réalisée. Elle avait couvert 155 écoles (en utilisant une méthode d'échantillonnage stratifié auprès de 620 écoles au total). L'enquête avait recueillie des données sur l'environnement scolaire (infrastructures, dispersion des écoles et distance par rapport aux écoles), les indicateurs de l'éducation (fréquentation, absentéisme et abandon) et le personnel enseignant (nombre d'employés, formation, assiduité, etc.).

46. Sur la base des caractéristiques ci-dessus de la conception et de la mise en œuvre du programme et des compréhensions provenant des conclusions de l'étude de base, et afin de répondre aux questions relatives à l'impact, un modèle quasi expérimental sera utilisé, appliquant la technique d'appariement du score de propension³³. L'équipe d'évaluation évaluera la faisabilité des diverses applications de cette technique sur la base de la logique, de la théorie et des résultats empiriques existants concernant les résultats visés (voir annexe 6). Au cours de la phase de démarrage, l'équipe présentera une approche détaillée sur la manière de procéder pour être passer en revue. Cela inclura une stratégie d'échantillonnage pour la collecte de données primaires, en considérant un échantillonnage sur une population de 1 350 écoles regroupées dans 3 zones rurales et 3 zones urbaines, comme expliqué à la section 3.2.

La triangulation

47. Les deux méthodes décrites ci-dessus seront combinées par triangulation des résultats de façon appropriée. Premièrement, les résultats préliminaires de l'Analyse de la Contribution (le récit de la performance) éclaireront la conception de l'élément quantitatif, car ils permettront de déterminer dans quelle mesure le programme a été mis en œuvre comme prévu et de tenir compte des lacunes dans la mise en œuvre quand il s'agira de répondre aux questions du Tableau 1 relative à l'impact. Deuxièmement, les résultats de CA (le récit de la contribution) seront triangulés avec ceux de l'analyse quantitative en ce qui concerne la mesure dans laquelle le programme a eu un impact sur les résultats d'intérêt. L'équipe d'évaluation détaillera dans le rapport de démarrage le fonctionnement de ces processus de triangulation.

48. Dans l'ensemble, la méthodologie et la conception de l'évaluation devraient :

- Veiller à ce que l'évaluation analyse les données et les rapports de tous les résultats testés, pas seulement ceux pour lesquels il existe un effet positif, et que les rapports soient facilement et de manière transparente accessibles à différents types de public.
- Être conforme à l'éthique et respecter les normes d'éthiques du PAM et du UNEG (sans parti pris, impartialité, ne pas nuire), en anticipant les éventuels problèmes d'éthique et en proposant les mesures qui s'imposent pour les résoudre ;
- Appliquer une matrice d'évaluation établissant les indicateurs et les méthodes par rapport aux questions fondamentales de l'évaluation, en tenant compte de la disponibilité des données secondaires et des contraintes budgétaire et de délai pour la collecte de données primaires ;

³² Lemire ST, Nielsen SB and Dybdal L (2012) *Making contribution analysis work: a practical framework for handling influencing factors and alternative explanations*. Evaluation 18: 294–309.

³³ Cleophas, T., & Zwinderman, A. (2012). *Propensity score matching*. In T. J. Cleophas & A. H. Zwinderman (Eds.), *Statistics applied to clinical studies* (pp. 329-336). Netherlands: Springer.

- Veiller à ce que les participants (les femmes, les filles, les hommes et les garçons) de différents groupes participent et que leurs opinions soient entendues et inclus dans l'évaluation ;

49. Considérations de sexe (genre): la méthodologie sera sensible aux GEEW, indiquant quelles méthodes de collecte de données vont être utilisées pour rechercher des informations sur les questions relatives aux GEEW et pour assurer l'inclusion des femmes et des groupes marginalisés. La méthodologie garantira que les données collectées sont désagrégées par sexe et par âge et que des explications sont fournies lorsque cela n'est pas possible. La triangulation des données garantira que les points de vue et les opinions des hommes et des femmes sont entendus et pris en compte lors de la formulation des conclusions et des recommandations. Les résultats, conclusions et recommandations de l'évaluation reflèteront une analyse liée au genre et le rapport fournira des leçons, des défis et des recommandations pour renforcer l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les programmes actuels et futurs, afin d'améliorer la conduite des évaluations tenant compte de la problématique hommes-femmes. L'équipe d'évaluation documentera et rendra compte des difficultés rencontrées lors de la réalisation d'une évaluation sensible au GEEW.

50. Des risques liés à la méthodologie ont été identifiés et des mesures pour les atténuer sont suggérées:

Tableau 2 Risques liés à la méthodologie proposée et mesures d'atténuation proposées

| Risque | Mesures d'atténuation |
|--|--|
| 1- L'enquête de base a été réalisée il y a 10 ans; les extensions des années suivantes n'avaient pas réalisé des enquêtes similaires, il existe un risque de disposer de point de référence complet pour les indicateurs clés uniquement pour les lieux ciblés en 2008 | Autres sources de données devront être évaluées pour voir si elles peuvent combler les lacunes. Si cela n'est pas possible, les questions nécessitant des comparaisons entre les données de référence et les données de suivi se concentreront sur les zones pour lesquelles des données de référence existent et sur celles pour lesquelles une reconstruction de la base de référence est possible; |
| 2- La possibilité d'avoir une conception adéquate en utilisant les scores de propension exige des données convenables concernant les effectifs et la fréquentation au niveau de l'école tout au long de la période couverte (y compris les périodes sans repas) et de données suffisantes sur les périodes où les repas ont été fournis ou non dans chaque école. Dans le cas contraire, il existe un risque de manquer des données nécessaires pour fournir des résultats des indicateurs importants. | -Les ensembles de données d'autres acteurs, par exemple L'UNICEF concernant les indicateurs de résultats seront utilisés. Les décisions concernant l'étendu de données manquantes qui seraient acceptables pour une analyse et une évaluation crédible feront l'objet d'une discussion transparente entre l'équipe d'évaluation et le comité d'évaluation. - La stratégie d'échantillonnage devrait tenir compte de ce risque |
| 3-Bien que l'Analyse de la Contributions ait évolué en une méthode pour l'évaluation de programmes complexes, elle n'a toujours pas été largement appliquée (par rapport à d'autres méthodes qualitatives et quantitatives) ³⁴ . Il existe un risque de ne pas trouver facilement des évaluateurs possédant une expérience dans l'application de l'analyse de contribution, comme cela a été proposé dans le présent TDR, en particulier si les cabinets d'évaluation souhaitent utiliser des évaluateurs avec lesquels ils ont travaillé et ne trouvent pas de compétences en matière d'analyse de contribution parmi eux. | La sélection d'évaluateurs ayant des compétences spécifiques en matière d'analyse de contribution sera prise en compte. Cela peut nécessiter de faire appel à des chercheurs qui utilisent cette méthode pour leurs travaux de recherche. Ceci implique le recrutement individuel d'une part ou des tous les consultants qui seront membres de l'équipe et/ou de partager les CV de potentiels candidats avec des cabinets d'évaluation pour examen. |
| 4- Il a été avancé que l'analyse de contribution présentait un biais positif inhérente en raison de son accent mis sur le degré de contribution, ce qui suggère que l'approche conduirait toujours à trouver des évidences en faveur de la contribution ³⁵ . | Triangulation des résultats des deux méthodes, compte rendu transparent du processus et des résultats de l'CA et utilisation des stratégies proposées dans la littérature pour remédier à ce biais inhérent ^{36 37} |

³⁴ Au moins au sein du PAM, sur la base d'un examen rapide des méthodologies utilisées dans les évaluations récemment achevées

³⁵ Budhwani, S., & McDavid, J. C. (2017). *Contribution Analysis: Theoretical and Practical Challenges and Prospects for Evaluators*. Canadian Journal of Program Evaluation, 32(1).

³⁶ Befani, B., & Mayne, J. (2014). *Process tracing and contribution analysis: A combined approach to generative causal inference for impact evaluation*. IDS bulletin, 45(6), 17-36.

³⁷ Mayne, J. (2012). *Contribution analysis: Coming of age?* Evaluation, 18(3), 270-280.

51. Le bureau régional du PAM appuiera le bureau pays à mener une évaluation rapide à la fin du mois de Juin afin de déterminer si la méthodologie proposée est réalisable et de trouver des moyens de gérer les risques. Cette évaluation évaluera :

- **La conception du Programme d'Alimentation Scolaire (SMP)** : Si les résultats d'intérêt ont-ils été bien définis avec des indicateurs pour les mesurer? Et quelle était la théorie implicite ou explicite de la manière dont le programme était censé atteindre ces résultats ; guidé par la théorie du changement ;
- **Disponibilité des données** : dans quelle mesure existe-t-il des données sur les résultats d'intérêt pour la période couverte par l'évaluation, y compris l'ensemble de données de référence, des rapports et des données de suivi;
- **Demande de preuves** : savoir c'est que les différentes parties prenantes du programme veulent savoir sur le programme et comment ont-elles l'intention d'utiliser ces preuves?

3.6. Disponibilité des données, Indicateurs et Qualité

52. Les indicateurs qui seront utilisés pour répondre aux questions de l'évaluation sont ceux liés aux principaux extrants et résultats, tels qu'ils sont présentés dans la théorie du changement et dans le cadre logique. Le niveau de collecte des données (individu, ménage, école, district, etc.) dépendra des questions posées. L'équipe d'évaluation examinera chaque question et identifiera le niveau de collecte et d'analyse de données requis et les présentera dans la matrice d'évaluation. Cela peut nécessiter la décomposition de certaines questions de l'évaluation en sous-questions.

53. Une série de collecte de données (quantitatives et qualitatives) devrait être réalisée, complétée par les données secondaires existantes provenant des sources suivantes:

- Données et rapport de l'enquête de base des écoles sans cantines du PAM (2008);
- Données et rapports de suivi du PAM;
- Rapports annuels de projet du PAM (2015, 2016, 2017) et rapport de pays annuel (2018);
- Ensembles de données pertinentes de l'UNICEF, du ministère de l'éducation et d'autres acteurs du secteur de l'éducation
- Une analyse coûts-bénéfices du programme de cantines scolaires sera entreprise en juin et juillet. Les données et le rapport de ce processus seront mis à la disposition de l'équipe d'évaluation au moment de la collecte des données.

54. Si les données existent sous forme brute, l'équipe d'évaluation utilisera ces données pour effectuer une analyse plus approfondie afin de répondre aux exigences de l'évaluation. Les analystes d'évaluation du bureau régional du PAM pourraient appuyer ce processus d'analyse à la demande de l'équipe d'évaluation. L'équipe d'évaluation et les analystes d'évaluation du PAM documenteront de manière transparente la manière dont une telle analyse a été effectuée et les éventuelles limites.

55. La principale limite en termes de données disponibles est mentionnée ci-dessus, en ce qu'il n'y a pas eu d'autre enquête de suivi après l'extension du programme de cantines scolaires dans les cycles ultérieurs des programmes de pays. Avant la fin de la phase de préparation, cela fera l'objet d'une discussion plus approfondie avec le bureau de pays du PAM pour explorer et proposer des solutions à l'équipe d'évaluation au début de la phase de démarrage.

56. Pour assurer la qualité des données et des informations, l'équipe d'évaluation devra :

- a. Évaluer la disponibilité et la fiabilité des données secondaires dans le cadre de la phase initiale et reconnaître de manière transparente les limites (et mises en garde) relatives à l'utilisation de ces données. Cette évaluation guidera la conception de la collecte de données primaire.
- b. Vérifiez systématiquement l'exactitude, la cohérence et la validité de toutes les données primaires et informations collectées et reconnaître de manière transparente toutes les limites relatives à l'utilisation de ces données pour la formulation de conclusions.

57. Les rapports du PAM (SPRs, rapports de suivi) fournissent des données désagrégées par sexe et par âge, si nécessaire. Notant que le programme de cantines scolaires a pour objectif explicite de réduire l'écart entre les filles et les garçons en termes d'accès à l'éducation, les données sur les résultats de l'éducation seront dans la plupart des cas disponibles pour les filles et les garçons, sous forme désagrégée. L'équipe d'évaluation veillera à ce que toutes les données primaires soient désagrégées par sexe et, le cas échéant, par âge.

3.7. Assurance qualité

58. Le Système d'Assurance Qualité pour les Evaluations Décentralisées (DEQAS) du PAM définit les standards qualités attendus de cette évaluation et détaille des processus avec des étapes intégrées pour l'Assurance Qualité, les Modèles pour les produits d'évaluation et les Listes de Vérification pour leur révision. Le DEQAS est basé sur les normes du UNEG et les standards de meilleure pratique de la communauté internationale d'évaluation, et a pour but de s'assurer que le processus et les produits de l'évaluation sont conformes aux meilleures pratiques.

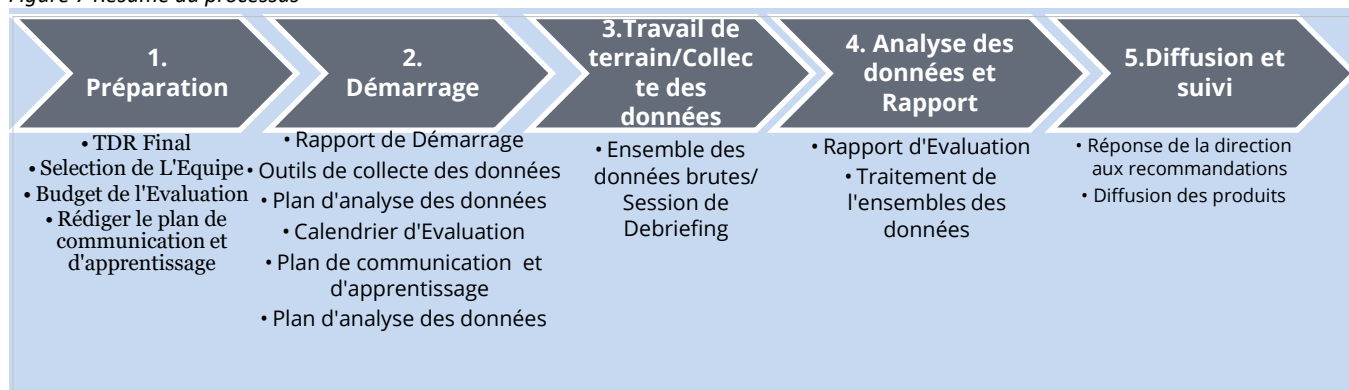
59. Le DEQAS sera systématiquement appliqué à cette évaluation. Le gestionnaire de l'évaluation du PAM avec l'appui du responsable régional de l'évaluation sera responsable de s'assurer des progrès de l'évaluation selon le [Guide du Processus](#) Etape par Etape DEQAS et de conduire un contrôle qualité rigoureux des produits d'évaluation avant leur finalisation. (Voir l'Annexe 3 concernant les étapes, quand et comment ce contrôle de qualité sera appliqué).
60. Le PAM a développé un ensemble de [Liste de Vérification d'Assurance Qualité](#) pour ses évaluations décentralisées. Cela inclut des Listes de Vérification pour les commentaires sur la qualité de chacun des produits de l'évaluation. La Liste de Vérification sera appliquée à chaque étape, pour assurer la qualité du processus et des résultats de l'évaluation. Plus précisément :
- Le chef de l'équipe d'évaluation s'assurera que les produits d'évaluation (rapport de démarrage et rapport d'évaluation) respectent les normes requises et ont répondu à toutes les exigences avant de soumettre les premiers brouillons ;
 - Le gestionnaire de l'évaluation, avec l'appui du responsable régional de l'évaluation, vérifiera chaque premier brouillon par rapport aux listes de vérification de la qualité pour s'assurer qu'elle est complète et qu'elle répond aux exigences de qualité.
61. De plus, pour améliorer la qualité et la crédibilité de cette évaluation, un réviseur externe géré directement par le Bureau d'Évaluation du PAM au Siège fournira une revue des ébauches de rapport de démarrage et d'évaluation (en plus des ébauches des TDR), et apportera :
- Des commentaires systématiques depuis le point de vue de l'évaluation, sur la qualité des ébauches de rapports de démarrage et d'évaluation ;
 - Des recommandations sur la façon d'améliorer la qualité des rapports finaux de démarrage et d'évaluation.
62. Le gestionnaire de l'évaluation réalisera une revue des commentaires et recommandations du comité de support de qualité (QS) et la partagera avec le chef d'équipe, lequel est sensé l'utiliser pour finaliser le rapport de démarrage/évaluation. Afin d'assurer la transparence et la crédibilité du processus en ligne avec les [normes et standards d'UNEG^{\[1\]}](#), des explications logiques doivent être apportées pour toute recommandation qui ne soit pas prise en compte par l'équipe d'évaluation lors de la finalisation du rapport. Une fois que le brouillon révisé est soumis, le gestionnaire de l'évaluation, en collaboration avec le responsable régional de l'évaluation, devra :
- Vérifiez le brouillon par rapport aux commentaires et recommandations du QS pour s'assurer qu'ils ont été pris en compte ;
 - Discutez avec le chef d'équipe les recommandation qui n'ont pas été prise en compte afin de s'assurer qu'elles sont prises en compte OU qu'une justification adéquate est fournie;
63. Ce processus d'assurance qualité n'interfère pas avec les points de vue et l'indépendance de l'équipe d'évaluation, mais assure que le rapport fournit les preuves (données) nécessaires de façon claire et convaincante, et tire ses conclusions sur cette base. Il doit y avoir une ligne de mire claire entre les résultats, les conclusions et les recommandations formulées.
64. Il sera demandé à l'équipe d'évaluation de s'assurer de la qualité des données (validité, cohérence et exactitude) pendant les phases analytiques et de compte rendu. L'équipe d'évaluation devrait être assurée de l'accessibilité à toute la documentation pertinente au sein des dispositions de la [directive sur la divulgation d'informations](#).
65. Les mécanismes d'indépendance et d'impartialité suivants seront utilisés: L'évaluation sera gérée par le personnel M&E du bureau de pays, secondé par le Comité de l'évaluation qui sera composé des membres clés du bureau de pays et du responsable régional de l'évaluation. Un groupe de référence sur l'évaluation composé des membres du comité d'évaluation, du personnel technique clé du bureau régional du PAM et de parties prenantes externes apportera des avis d'experts.
66. Tous les rapports d'évaluation finaux seront soumis à une revue de qualité post hoc à une entité indépendante à travers un processus géré par le bureau de l'évaluation au siège du PAM (OEV). La ponctuation globale des rapports sera publiée en même temps que les rapports d'évaluation.

4. Phases et Livrables

67. L'évaluation se déroulera en cinq phases. Les produits à délivrer pour chaque phase sont illustrés à la figure 6 ci-dessous :

^[1] UNEG 2016 Normes et Standards, Norme #7 affirme "que la transparence est un élément essentiel qui établit et crée confiance, favorise l'inclusion des parties prenantes et augmente le rendement de comptes public ».

Figure 7 Résumé du processus



68. **Phase de préparation:** Le gestionnaire de l'évaluation avec l'appui du bureau régional conduira les travaux de recherche préalables et des consultations pour concevoir l'évaluation, établira les termes de référence, finalisera les dispositions relatives à l'impartialité et à l'indépendance, assurera la qualité, consultera et finalisera les termes de référence, sélectionnera l'équipe d'évaluation et finalisera le budget, préparera une bibliothèque des documents et élaborera un plan de communication et d'apprentissage.

Produits à Délivrer : Rapport de Démarrage avec outils de collecte des données, Plan d'analyses des données, Calendrier de l'évaluation, plan de communication final [par ET]

69. **Phase de démarrage :** cette phase vise à préparer l'équipe d'évaluation en veillant à ce qu'elle saisisse bien les attentes et dispose d'un plan précis pour conduire l'évaluation. Cette étape commencera l'orientation de l'équipe d'évaluation. Elle continuera avec un examen de la documentation portant sur les données secondaires et de premiers échanges avec les principales parties prenantes. L'équipe d'évaluation produira un rapport de démarrage qui indiquera de manière détaillée comment le cabinet prévoit de mener l'évaluation, l'accent étant mis sur les aspects liés à la méthodologie et à la planification. Ce rapport sera communiqué au bureau de pays qui le transmettra au Groupe de Référence de l'Evaluation pour formuler des observations avant d'être approuvé par le Bureau de pays. Il contiendra une analyse du contexte et de l'opération, la méthode d'évaluation, une matrice d'évaluation, et un descriptif de la technique d'échantillonnage et des outils de collecte des données et un plan d'analyse des données. Il présentera en outre la répartition des tâches entre les membres de l'équipe d'évaluation, ainsi qu'un calendrier du travail de terrain. Le bureau de pays et l'équipe d'évaluation discuteront du projet de plan de communication et d'apprentissage et le finaliseront au cours de cette phase;

Produits à Délivrer: Termes de Référence approuvé, équipe recrutée (contrats), budget d'évaluation confirmé, brouillon du plan de communication [par EM]

70. **Phase de travail de terrain:** le travail sur le terrain se déroulera sur 2 - 3 semaines et comprendra des visites sur les sites des projets et la collecte de données primaires et secondaires auprès des parties prenantes locales. Une session de compte rendu de résultat préliminaire sera organisée une fois les activités sur le terrain terminées ou peu après la fin de l'analyse initiale des données

Produits à Délivrer: un Exposé de Restitution, reprenant les conclusions préliminaires (sous forme de diaporama powerpoint), l'ensemble des données brutes [par ET]

71. **Phase de Compte-rendu:** l'équipe d'évaluation traitera et analysera les données, et rédigera le rapport d'évaluation. Celui-ci sera soumis au gestionnaire de l'évaluation à des fins d'assurance qualité. Les parties prenantes seront invitées à communiquer leurs observations, qui seront consignées sous forme de tableau par le gestionnaire de l'évaluation et transmises à l'équipe d'évaluation pour examen avant achèvement du rapport.

Produits à Délivrer: Rapport de l'Evaluation, l'ensemble des données traitées [par ET]

72. **Phase de diffusion et suivi:** Le rapport d'évaluation final approuvé sera publié sur le site Web public du PAM et communiqué aux parties prenantes concernées. Le bureau de pays préparera une réponse de la direction détaillant les mesures qui seront prises pour faire suite aux recommandations accompagnées d'un échéancier. Les résultats seront diffusés et les leçons seront intégrés à d'autres systèmes et processus pertinents de partage des leçons.

Produits à Délivrer: Réponses de la direction et rapport d'évaluation publiée; autres produits selon les besoins [par la direction du CO]

73. Le calendrier d'évaluation complet est présenté à l'annexe 3.

5. Organisation et Gestion de l'évaluation

4.1. Conduite de l'évaluation

74. L'équipe d'évaluation fera l'évaluation sous la direction de son chef d'équipe et en communication rapprochée avec le Responsable de l'évaluation PAM, qui à son tour sera soutenu par le comité d'évaluation. L'équipe sera embauchée conformément aux procédures appropriées du PAM.
75. L'équipe d'évaluation n'aura pas été impliquée dans la conception ni la mise en œuvre du sujet de l'évaluation ou n'aura pas d'autre conflit d'intérêt. De plus, l'équipe agira de façon impartiale et respectera le [code de conduite de la profession d'évaluation](#), qu'ils doivent tous signer avant le début de l'évaluation.
76. L'évaluation sera menée conformément au calendrier figurant à l'annexe 3, qui sera confirmé au cours de la phase de démarrage.

4.2. Composition et Compétences de l'équipe

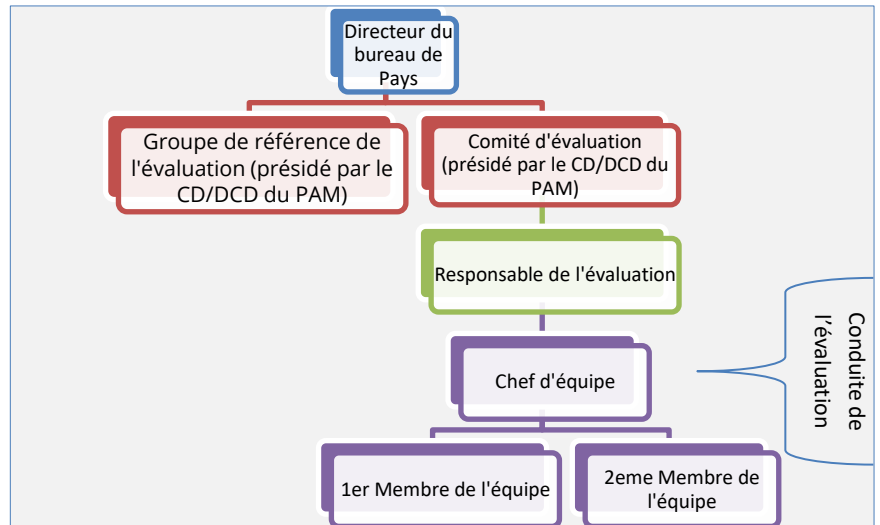
77. On s'attend à ce que l'équipe d'évaluation inclue un chef d'équipe et 2 évaluateurs membres et consistera des évaluateurs nationaux et internationaux. Elle sera conduite par une équipe mixte, de divers horizons géographiques et culturels, ayant les compétences appropriées pour évaluer les dimensions liées au genre spécifiques au sujet spécifiés dans les sections sur la portée de l'évaluation, d'approche et de méthodologie des TDR. Au moins un membre de l'équipe devrait avoir une expérience des évaluations du PAM.
78. L'équipe sera multidisciplinaire et comprendra des membres qui ensemble, formeront un équilibre d'expertise et de connaissances pratiques dans les zones suivantes :
 - **Expertise en matière d'évaluation** - expertise pratique prouvée dans la conception et la mise en œuvre d'évaluations rigoureuses, idéalement en matière de repas et de nutrition à l'école ou plus généralement d'éducation ;
 - **Expertise statistique** : expérience prouvée dans l'application des techniques du score de propension ;
 - Expertise dans l'application de **l'analyse de la contribution** à l'évaluation de la performance du programme et de la contribution aux résultats énoncés.
 - Connaissance approfondie des programmes d'alimentation scolaires, dans un contexte plus large des filets de sécurité sociale
 - Expertise du genre ou bonne connaissance des questions liés au genre dans l'éducation dans un contexte de pays à faible revenu
 - Une familiarité avec le Madagascar.
79. Tous les membres de l'équipe devraient avoir des compétences analytiques et de communications fortes. Cette évaluation sera effectuée en français et les produits seront en français et en anglais. L'ensemble de l'équipe doit donc être en mesure de travailler dans les deux langues.
80. Le Chef d'Equipe aura une expertise technique en matière d'évaluation et une expérience prouvée dans la conduite d'évaluations similaires. Elle/Il aura aussi des compétences de leadership, des compétences analytiques et de communication, y compris un bilan ultérieur d'excellentes compétences écrites en français et en anglais et compétences de présentation.
81. Ses responsabilités primaires seront : i) définir l'approche de l'évaluation et la méthodologie ; ii) guider et gérer l'équipe ; iii) mener la mission d'évaluation et représenter l'équipe d'évaluation ; iv) rédiger et réviser, si nécessaire, le rapport de démarrage, la présentation du débriefing de fin du travail sur le terrain (c.à.d. sortie) et le rapport d'évaluation en conformité avec le DEQAS.
82. Les membres de l'équipe formeront ensemble une combinaison complémentaire d'expertise technique nécessaire, et auront des performances de travail écrit sur des affectations similaires.
83. Les membres de l'équipe : i) contribueront à la méthodologie dans la partie de leur zone d'expertise basée sur une révision de documents ; ii) analyseront les données secondaire, iii) mèneront des travaux sur le terrain ; iv) participeront aux réunions d'équipe et aux réunions avec les participants ; v) contribueront à rédaction et à la révision des produits d'évaluation.

4.3. Gestion de l'évaluation et gouvernance

84. Il s'agit d'une évaluation décentralisée, gérée par le bureau de pays du PAM avec l'appui du bureau régional du PAM à Johannesburg, qui applique les processus, systèmes et outils de gestion des évaluations du PAM. Pour assurer l'indépendance et l'impartialité, les mécanismes suivants seront mis en place et utilisés:

- **Responsable de l'évaluation** : qui ne fait pas partie de la mise en œuvre quotidienne du programme
- **Comité d'évaluation**: qui assistera le responsable de l'évaluation dans la gestion quotidienne du processus d'évaluation et prendra des décisions clés (voir l'annexe 4 pour connaître les objectifs du comité et la liste des membres)
- **Groupe de référence de l'évaluation** : fournit une expertise en la matière à titre consultatif (voir l'annexe 5 pour connaître les objectifs du comité et la liste des membres)

Figure 8 Gestion de l'évaluation et dispositions en matière de gouvernance



85. Le responsable de l'évaluation travaillera avec les membres du comité pour s'assurer que les dispositions d'impartialité et d'indépendance sont appliquées tout au long du processus. En tant que membre du comité d'évaluation, le responsable régional de l'évaluation du PAM apportera un appui supplémentaire au processus de gestion, selon les besoins.

4.4. Ethique

86. L'approche méthodologique et la conception de l'évaluation seront indépendantes et impartiales, conformément aux [normes éthiques du PAM et de l'UNEG](#). Les évaluateurs chargés de l'évaluation sont responsables de l'éthique à tous les stades de l'évaluation (planification, conception, mise en œuvre, rapports et diffusion). Cela comprendra, sans toutefois s'y limiter, (1) garantir le consentement éclairé; (2) protéger les renseignements personnels, la confidentialité et l'anonymat des participants; (3) assurer la sensibilité culturelle; (4) respecter l'autonomie des participants; (5) assurer un recrutement / une représentation équitable des participants (y compris les femmes et les groupes marginalisés); (6) veiller à ce que l'évaluation ne porte pas préjudice aux participants ou à leurs communautés; (7) impliquer les jeunes enfants et / ou des groupes vulnérables).

87. Des dispositions spécifiques doivent être mises en place pour protéger la sécurité (physique et psychologique) des personnes interrogées et des personnes qui collectent les données. Ceux-ci devraient inclure :

- Un plan destiné à protéger les droits des personnes interrogées, y compris leur renseignement personnels et la confidentialité
- La formation des enquêteurs à la collecte d'informations sensibles
- Les outils de collecte de données sont conçus d'une manière adaptée à la culture et de manière à n'est pas causer d'angoisse aux personnes interrogées.
- Les visites de collecte de données sont organisées au moment et endroit convenable pour minimiser les risques pour les personnes interrogées et créer le moins de distractions possible
- Les enquêteurs sont bien formés et informés pour fournir des informations sur la manière dont les personnes en situation de risque peuvent chercher un soutien (c'est-à-dire une sensibilisation aux systèmes d'aiguillage selon le cas)

88. Les évaluateurs sont responsables de la gestion des risques potentiels d'éthique et doivent mettre en place des processus et des systèmes pour identifier, signaler et résoudre tout problème d'éthique pouvant survenir lors de la mise en œuvre de l'évaluation. Le PAM confirmera les exigences d'approbation et d'examen d'éthique avec les comités nationaux compétents avant la conclusion du contrat.

89. Le rapport d'évaluation doit comporter une section indiquant clairement comment les questions d'éthiques ont été gérées, quelles dispositions ont été mises en place en pratique et quelles leçons peuvent être tirées pour de futures évaluations.

4.5. Propriété des données

90. Le PAM est propriétaire des données primaires et secondaires et de tous les produits de cette évaluation. L'équipe ou le cabinet d'évaluation ne peut publier ou diffuser le rapport d'évaluation, les outils de collecte de données, les données collectées ou tout autre document produit aux fins de la présente évaluation sans l'autorisation ou consentement du PAM. L'utilisation des données collectées aux fins de l'évaluation peut être convenue au cas par cas (par exemple, rédaction d'articles de revues spécialisées, de documents de conférence / présentations, etc.). Le PAM serait ouvert à des travaux conjoint visant à diffuser d'avantage les résultats, selon qu'il conviendrait. Ceci sera discuté avec l'équipe d'évaluation pendant la phase de démarrage afin d'éclairer la finalisation du plan de communication et d'apprentissage.

4.6. Considération de sécurité

91. Une **habilitation de sécurité** si nécessaire doit être obtenue du PAM Madagascar. Les exigences et procédures de sécurité dépendront du type de contrat utiliser. Il y a deux options :

- Les consultants embauchés de manière indépendante sont couverts par le système du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) pour le personnel des Nations Unies, qui couvre le personnel du PAM et les consultants recrutés directement par lui. Les consultants indépendants doivent obtenir une habilitation de sécurité de l'UNDSS au lieu d'affectation désigné et suivre à l'avance les cours de base et de sécurité avancée du système des Nations Unies, imprimer leurs certificats et les emporter avec eux³⁸.
- En tant que « fournisseur indépendant » de services d'évaluation pour le PAM, le cabinet d'évaluation est responsable de s'assurer de la sécurité de toutes les personnes embauchées, y compris les arrangements adéquats en cas d'évacuation médicale ou à cause de la situation. Les consultants embauchés par la société d'évaluation ne sont pas couverts par le système du Département des Nations Unies de Sûreté et de Sécurité (UNDSS) pour le personnel des Nations Unies.

92. Cependant, pour éviter tout incident de sécurité, le Gestionnaire de l'évaluation doit s'assurer que :

- Le Bureau de Pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès de l'Agent de Sécurité à l'arrivée dans le pays, et organise un briefing de sécurité pour qu'ils aient une idée de la situation sécuritaire sur le terrain.
- Les membres de l'équipe observent les règles de sécurité des Nations Unies applicables et les réglementations – par ex., les couvre-feux, etc.

5. Rôles et Responsabilités des Parties Prenantes

93. Le Bureau de Pays du PAM à Madagascar :

a-La **Direction du Bureau de Pays du PAM à Madagascar (Directeur ou Directeur adjoint)** aura la responsabilité de:

- Assigner un Responsable d'évaluation: **[Rijaso Rakotoarinoro Andriamahazo, Senior M&E Associate]**
- Composer le comité d'évaluation interne et le groupe de référence d'évaluation (voir ci-dessous).
- Approuver les TdR finaux, et les rapports de démarrage et d'évaluation.
- S'assurer de l'indépendance et de l'impartialité de l'évaluation à toutes les étapes, y compris l'établissement d'un Comité d'évaluation et d'un Groupe de Référence (voir ci-dessous et la [Note Technique sur l'Indépendance et l'Impartialité](#)).
- Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et le sujet d'évaluation, sa performance et ses résultats, avec le Responsable de l'évaluation et l'équipe d'évaluation
- Organiser et participer à deux débriefings séparés, un interne et un avec les participants externes
- Superviser la diffusion et les processus de suivi, y compris la préparation de la Réponse du Management aux recommandations de l'évaluation.

b-Responsable de l'évaluation :

- Gère le processus d'évaluation au cours de toutes les phases, y compris la rédaction de ces TDR
- S'assure que les processus d'assurance qualité sont opérationnels
- Consolide et partage les commentaires sur l'ébauche des TDR, et les rapports de démarrage et d'évaluation avec l'équipe d'évaluation
- S'assure de l'utilisation des processus d'assurance qualité (listes de vérification, aide qualité etc)
- S'assure que l'équipe ait accès à toute la documentation et à toutes les informations nécessaires pour l'évaluation ; facilite les contacts de l'équipe avec les participants locaux ; organise les réunions, les visites de terrain ; fournit un soutien logistique pendant le travail de terrain ; et organise l'embauche d'un interprète, si nécessaire.
- Organise des briefings sécurité pour l'équipe d'évaluation et fournit tous les matériaux requis.

³⁸ Field Courses: [Basic](#); [Advanced](#)

- C- Un **Comité d'évaluation Interne** a été formé pour s'assurer de l'indépendance et de l'impartialité de l'évaluation. Il prendra des décisions clés au sujet de l'évaluation, y compris donner un avis sur le processus d'évaluation et commenter sur les produits de l'évaluation. L'objectif et les rôles sont décrits à l'annexe 3. S'assurer que le CO reçoit un soutien suffisant
94. Un **Groupe de Référence de l'évaluation (ERG)** sera formé ; il sera composé des parties prenantes du PAM Madagascar, Ministères du Gouvernement, Partenaires, Agence de l'ONU, Bureau régional du PAM et OEV. Les membres de l'ERG examineront les produits de l'évaluation et formuleront des observations à leur sujet et joueront le rôle d'informateur clés afin de fournir une barrière de sécurité supplémentaire contre les prises de partie et les influences. Le ERG devrait inclure une expertise technique en évaluation.
95. Le **Bureau Régional** : Le RB par l'intermédiaire du responsable régional de l'évaluation, prendra la responsabilité de :
 - o Conseiller le responsable de l'évaluation et apporter son soutien au processus d'évaluation, selon les besoins.
 - o Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et sur le sujet d'évaluation selon les besoins.
 - o Fournir des commentaires sur l'ébauche des TDR, et les rapports de Démarrage et d'évaluation.
 - o Soutenir la Réponse du Management à l'évaluation et suivre la mise en œuvre des recommandations.
 - o Alors que la responsable régionale de l'évaluation [Grace Igweta] assumera la plupart des tâches susmentionnées, d'autres membres technique compétents du bureau régional feront partie du groupe de référence de l'évaluation et examineront et commenteront systématiquement les produits de l'évaluation, selon les besoins.
96. La **division des cantines scolaires au siège du PAM** seront chargées de :
 - o Discuter des stratégies, des politiques ou des systèmes du PAM dans leur domaine de responsabilité et leur sujet d'évaluation.
 - o Fournir des commentaires sur l'ébauche des TDR, les rapports de démarrage et d'évaluation, selon les besoins
97. Le **gouvernement**, les **ONG** et les **agences des Nations Unies**, en étant membre du groupe de référence de l'évaluation, participeront systématiquement au processus d'évaluation en examinant et commentant les produits de l'évaluation et en assistant aux réunions des parties prenantes.
98. Le **Bureau de l'Evaluation** (OEV). L'OEV par l'intermédiaire du responsable régional de l'évaluation, conseillera le Responsable de l'évaluation et fournira un soutien au processus d'évaluation là où c'est nécessaire. Il est responsable de fournir l'accès à des processus de soutien de qualité indépendants pour revoir les ébauches de rapports de démarrage et d'évaluation d'une perspective d'évaluation. Il assure également une fonction de bureau d'assistance sur demande du Bureau Régional. Les spécialistes de l'évaluation de l'OEV seront invités à rejoindre le groupe de référence de l'évaluation.
99. **Participants au programme (écoliers, enseignants, cuisiniers, administrateurs d'école et chefs de communauté)**: ils seront chargés de partager leurs perspectives et leurs points de vue (par différents moyens déterminés par l'équipe d'évaluation durant la phase de démarrage) concernant la mise en œuvre du programme, son rôle et sa contribution à l'éducation des enfants à Madagascar. Un plan de communication détaillé sera élaboré lors de la phase de démarrage afin de déterminer comment les résultats, conclusions et recommandations de l'évaluation leur seront communiquées.

6. Communication et budget

6.1. Communication

100. Le **responsable de l'évaluation**, en consultation avec le comité d'évaluation et avec l'appui du responsable régional de l'évaluation, élaborera un plan de communication et d'apprentissage qui décrira les processus et les canaux de communication ainsi que les activités d'apprentissage. Le plan de communication et d'apprentissage devrait inclure une stratégie de diffusion sensible à GEEW et indiquant comment les résultats, y compris GEEW, seront diffusés et comment les parties prenantes intéressées ou concernées par les questions relatives aux GEEW seront impliquées.
101. Le responsable de l'évaluation sera responsable de :
 - Du partage de toutes les ébauches, y compris les TDR, le rapport de démarrage et le rapport d'évaluation, avec les parties prenantes internes et externes afin de solliciter leurs commentaires. Ces communications **spécifieront les dates auxquelles les commentaires sont attendus** et indiqueront les prochaines étapes ;
 - Documenter systématiquement la manière dont les commentaires des parties prenantes ont été utilisés dans la finalisation du produit, en veillant à ce que justification soit fournie lorsque les commentaires ne sont pas pris en compte.
 - Informer les parties prenantes (via l'ERG) des réunions prévues au moins une semaine avant et, au besoins, partager l'ordre du jour de ces réunions ;
 - Informer à l'avance le chef d'équipe des personnes invitées aux réunions auxquelles il participera et communiquer l'ordre du jour à l'avance ;

- Partager le produit final de l'évaluation (TDR, rapport de démarrage et rapport d'évaluation) avec toutes les parties prenantes internes et externes aux fins d'information et d'action, selon les besoins;
102. Pour améliorer l'apprentissage tiré de cette évaluation, l'équipe d'évaluation devrait mettre l'accent sur la transparence et les communications ouvertes avec les participants. Le chef de l'équipe d'évaluation sera responsable de:
- Communiquer la justification des décisions relatives à la conception de l'évaluation (échantillonnage, méthodologie, outils) dans le rapport de démarrage et lors des discussions ;
 - Travailler en collaboration avec les responsables de l'évaluation pour s'assurer qu'un calendrier d'évaluation détaillé est communiqué aux parties prenantes avant le travail de terrain (annexé au rapport de démarrage);
 - Partager la présentation sous forme de diaporama powerpoint avant le débriefing internes et externes pour permettre aux parties prenantes qui participent aux réunions à distance de suivre les discussions ;
 - D'inclure dans le rapport final la liste des personnes interrogées de manière appropriée (en tenant compte des questions de confidentialité et d'anonymat³⁹);
 - Prendre systématiquement en compte tous les commentaires des parties prenantes lors de la finalisation du rapport d'évaluation, et **justifier de manière transparente les commentaires qui n'ont pas été pris en compte** ;
103. Dans le cadre des normes internationales d'évaluation, l'ONU exige que tous les rapports d'évaluation soient mis à la disposition du public et les liens distribués aux principaux intervenants, si cela est nécessaire. Les responsables de l'évaluation auront la responsabilité de communiquer le rapport final et la réponse de la direction à leurs bureaux régionaux d'évaluation, qui veilleront à ce qu'ils soient téléchargés vers les systèmes appropriés (sites intranet et publics).
104. Pour améliorer l'utilisation des conclusions de l'évaluation, le PAM et le Ministère de l'éducation organiseront un atelier de diffusion et d'apprentissage destiné aux membres clé du gouvernement, aux donateurs, au personnel des Nations Unies et aux partenaires. Le chef d'équipe peut être appelé à co-animer l'atelier. Un plan de communication et d'apprentissage détaillé sera élaboré au cours de la phase de démarrage.
105. Dans le cadre des normes internationales d'évaluation, le PAM exige que toutes les évaluations soient rendues publiques. Après l'approbation du rapport d'évaluation final, le rapport sera disponible en anglais et en français. Les possibilités de publier certains des résultats dans des revues spécialisées et / ou de préparer des documents de conférence seront explorées conjointement avec les membres de l'équipe d'évaluation au cas où cela arrive.

6.2. Budget

106. Le PAM contactera 2 ou 3 cabinets avec lesquelles le PAM a conclu des Accords sur le Long Terme (LTA) pour des évaluations et demandera des propositions techniques et financières. Si les entreprises ne sont pas en mesure de constituer une équipe possédant les compétences et les connaissances requises (voir la section Risques et mesures d'atténuation des risques), le bureau régional assistera le bureau de pays à rechercher des consultants individuels disposant des compétences requises.
107. Le budget de cette évaluation est estimé à 150 000 USD. Cette estimation repose sur une conception qui aura un échantillon d'environ 150 écoles et impliquera 3 évaluateurs et 10 assistants de recherche. Le budget final, toutefois, sera déterminé par l'option de passation de marché qui sera finalement utilisée et les taux qui seront appliqués au moment de la passation de marché.
108. Si l'option LTA est utilisée, le cabinet d'évaluation devra budgétiser tous les coûts associés à la conduite de l'évaluation (embauche d'assistants de recherche, déplacements locaux, etc.), à l'exception des activités liées à la diffusion, telles que des ateliers d'apprentissage qui seront organisés par le PAM.
109. Le budget devrait également inclure les coûts de traduction des produits d'évaluation en français [afin de garantir une assurance qualité suffisante, les premières versions seront rédigées en anglais, les deuxièmes versions pour un examen plus large des parties prenantes en français].

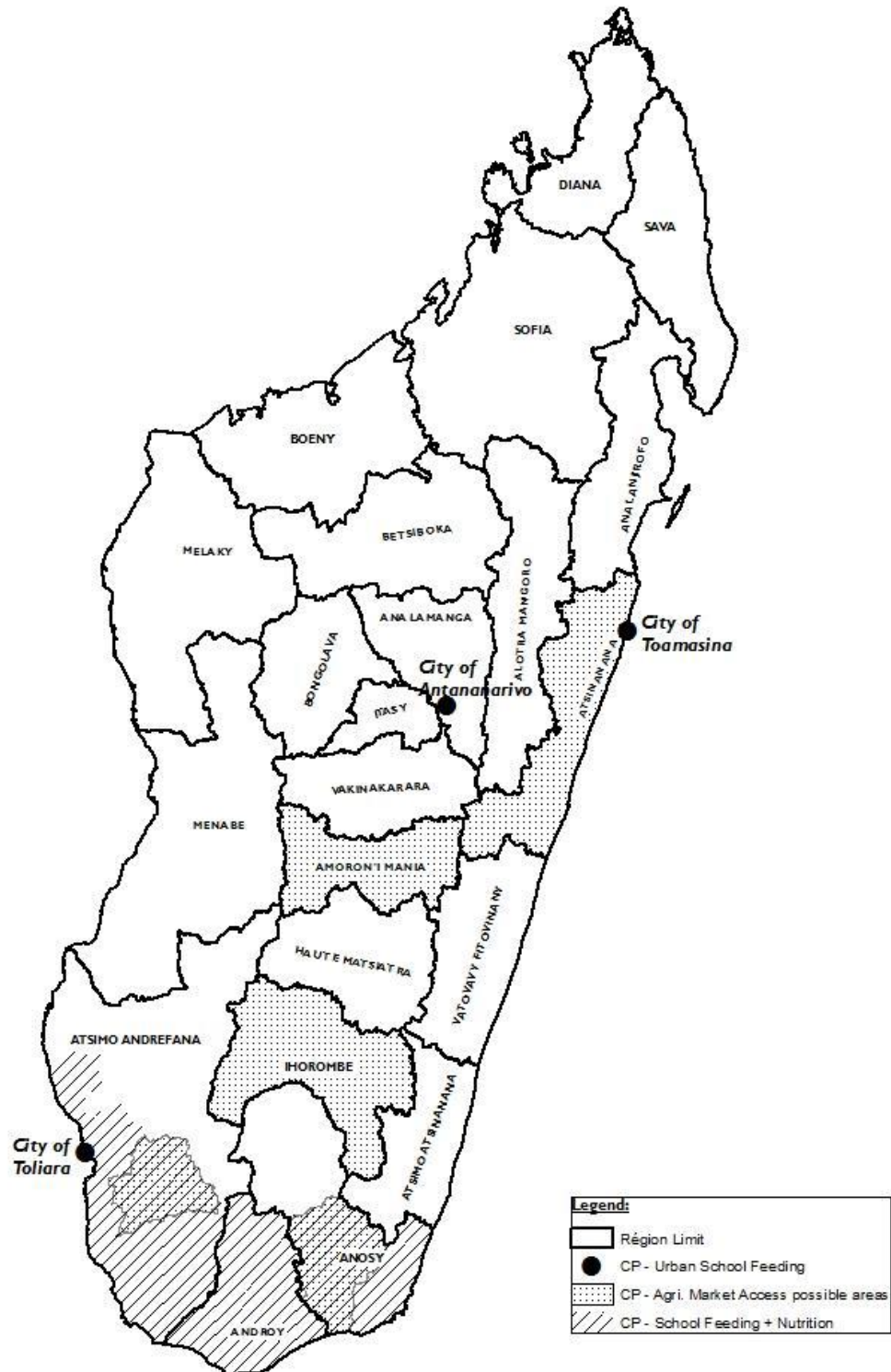
Merci d'envoyer vos questions à:

- Rijasoa Rakotoarinoro Andriamahazo, Senior M&E Associate et Responsable de l'Evaluation rijasoa.rakotoarinoroandriamahazo@wfp.org
- Grace Igweta, Responsable Régional de l'Evaluation, grace.igweta@wfp.org
- Mariedonna RANAIVOARIVÉLO, Responsable d'Activité, School Feeding; mariedonna.ranaivoarivelo@wfp.org

³⁹ Par exemple, omettre les noms des personnes, selon le cas, et indiquer plutôt le nom de l'organisation ; ne pas inclure les noms des bénéficiaires, mais indiquer plutôt les groupes ou villages

Annexe 1: Carte: programme de pays (2015-2019) Zones d'intervention

Madagascar Country Programme Intervention Areas



The designations employed and the presentation of material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the World Food Programme (WFP) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its frontiers or boundaries.

Annexe 2 : Résumé des éléments du programme et la théorie du changement (1999-2019)

Tableau 3 Principaux éléments du programmes de pays (2009-2019)

| Éléments du programme | Période de programmation et cadre | | |
|--|---|--|--|
| | Programme de pays (1999-2003) Dates d'approbation: février 1999 | Programme de pays (2005-2014); Dates d'approbation: novembre 2004 | Programme de pays (2015-2019); Dates d'approbation: Février 2015 |
| Objectif (s) indiqué (s) du programme | Éliminer le stress alimentaire des élèves; et encouragez les parents à inscrire leurs enfants à l'école et à les y maintenir, surtout les filles, tout au long de leur scolarité ⁴⁰ . | Améliorer la scolarisation et la fréquentation scolaire, réduire le taux d'abandon scolaire, en particulier chez les filles, et accroître la participation des communautés et des parents au programme de cantines scolaire et à l'éducation en général; | Soutenir le programme national de repas scolaires, par le biais de repas chauds fortifiés pour les enfants du primaire, la mise en œuvre du paquet essentiel d'activités et une assistance technique visant à renforcer la politique nationale en matière de repas scolaires, les institutions et les capacités nécessaires pour se préparer à l'extension du programme de repas scolaire au niveau national |
| Zones cibles | Province de Tulear | Débuter à Tuléar, étendre à Fianarantsoa durant la deuxième année | Atsimo, Andrefana, Androy et Anosy; zones urbaines vulnérables d'Antananarivo, Tamatave et Tulear |
| Justification du ciblage | pénuries alimentaires dues aux effets souvent simultanés de la sécheresse, des cyclones et des criquets; taux de scolarisation le plus faible du pays (56%), principalement en raison d'un niveau de pauvreté très élevé (79%), de l'isolement de la province et de son éloignement des écoles. Les filles commencent leur scolarité vers l'âge de 8 à 10 ans et abandonnent leurs études vers l'âge de 12 à 14 ans pour se marier. ⁴¹ | Tuléar est le plus exposé à l'insécurité alimentaire, pour laquelle les indicateurs sont bas et les dépenses en nourriture représentent 69% du budget des ménages. Fianarantsoa : les taux de pauvreté et d'abandon scolaire sont élevés: seuls 23% des enfants qui entrent à l'école en 1ère année terminent la 5ème année; seulement 14% des filles terminent le programme primaire; les dépenses alimentaires représentent 59% des dépenses des ménages. | La plupart des régions du sud de Madagascar exposées à l'insécurité alimentaire et des zones urbaines vulnérables où les indicateurs de l'éducation sont particulièrement médiocres et où les enfants dépendent des repas scolaires. |
| Modalités / Ce que les enfants reçoivent | Repas chauds sur place | Une collation pour le petit-déjeuner contenant un mélange de maïs et de soja et du sucre; et un repas cuisiné de midi contenant du riz, des légumineuses et de l'huile végétale enrichie en vitamine A. | Repas chaud fournissant 140 g de céréales, 30 g de légumineuses, 10 g d'huile végétale et 0,4 g de micronutriments en poudre |
| Nombre de bénéficiaires | 33 000 écoliers; 2 000 enseignants 4 200 cuisiniers ⁴² | 71,000 enfants 1,300 cuisiniers | 624,000 |

⁴⁰ Voir page 11, paragraphe 48 du document de projet du programme de pays (WFP / EB.1 / 99/6/2).

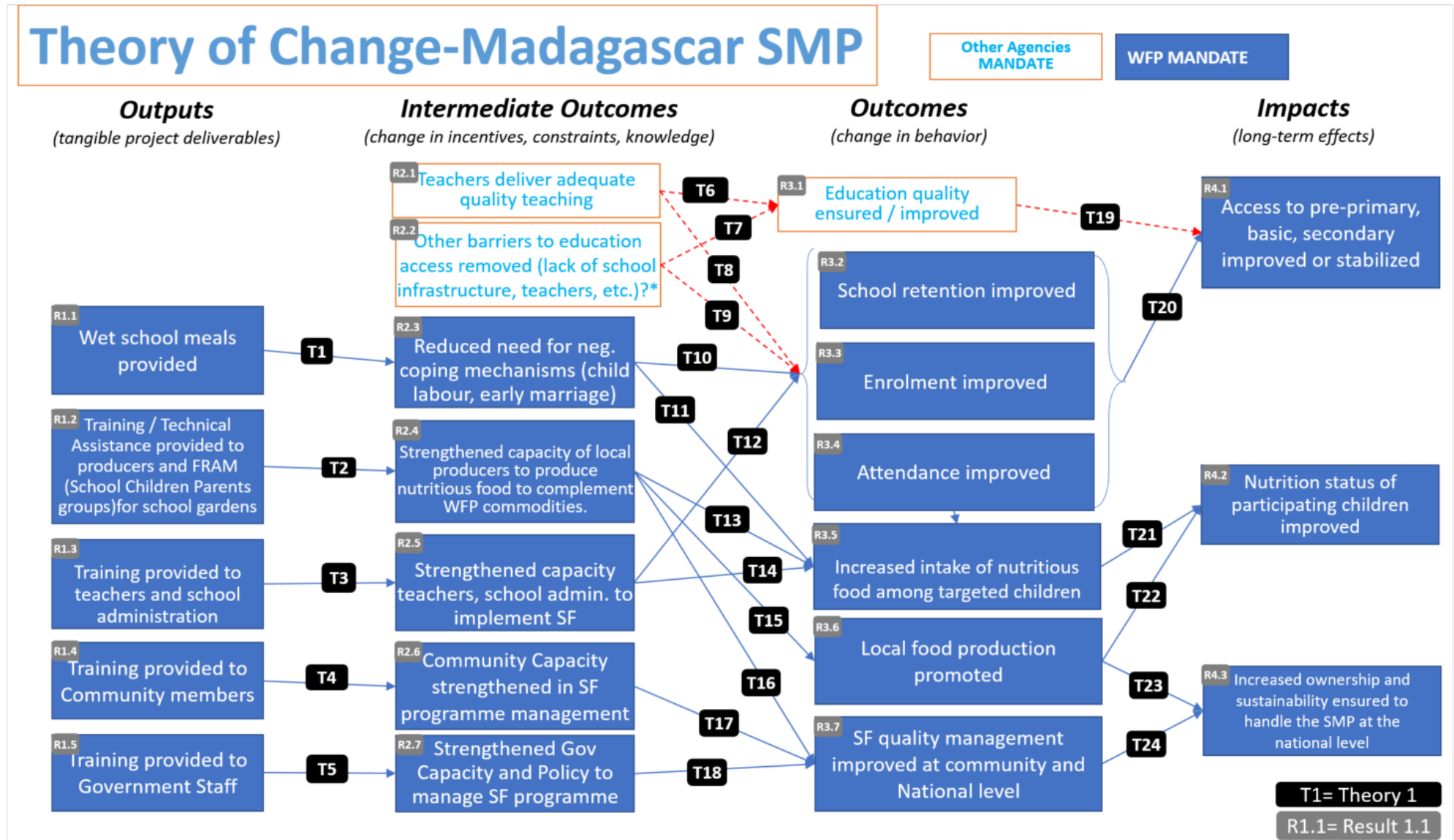
⁴¹ Voir page 11, paragraphe 46 du document de projet du programme de pays (WFP/EB.1/99/6/2)

⁴² Les repas ont également ciblé les enseignants. Les cuisiniers devaient recevoir, à titre de paiement, la moitié d'une ration familiale à rapporter à la maison; il y avait aussi un objectif explicite de créer des emplois pour les cuisiniers;

| | | | |
|------------------------------|---|--|---|
| Nombre d'écoles | 210 | 1413 | 1,350 |
| Quantité de nourriture | 5,755 t | 16,820 t | 42,985 t |
| Budget en US\$ ⁴³ | 3.196.705 (15% du budget total du CP de 21.641.661 dollars) | 10,473,202 (37% du budget CP de \$28,097,884) | 23,990,145 (57% du budget CP de 41,879,488) |
| jours d'alimentation | 135 | 164 | 136 |
| Principaux résultats | a) Augmentation de la scolarisation; b) réduction de l'écart de fréquentation entre filles et garçons; c) réduction des abandons scolaires, en particulier des filles; d) Augmentation et stabilisation de la fréquentation <i>Cela devrait permettre aux enfants, et en particulier aux filles, de terminer leurs études élémentaires.</i> | a) Augmentation de la scolarisation; b) Augmentation/stabilisation de la fréquentation c) réduction des abandons scolaires, en particulier des filles; d) Améliorer la concentration et la capacité d'apprentissage des élèves e) participation accrue des communautés et des parents au programme de repas scolaires et à l'éducation en général; | a) Augmentation de la scolarisation (garçons et filles); b) Augmentation de la fréquentation (garçons et filles) c) réduction des abandons scolaire (garçons et filles) |
| Autres composants | Le programme de pays avait deux autres activités : 1) la nutrition visant à réduire l'insuffisance pondérale et l'éducation en matière de santé et de nutrition visant 410 000 enfants, 363 000 femmes enceintes; 2) programme d'atténuation des catastrophes naturelles ciblant 116 000 bénéficiaires. | Le programme de pays avait deux autres activités: 1) sécurité alimentaire, atténuation des catastrophes naturelles et protection de l'environnement, visant 82 000 bénéficiaires; 2) Soutien à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH / sida auprès de 38 000 bénéficiaires. | Le programme de pays avait deux autres activités: 1) améliorer les résultats nutritionnels des groupes vulnérables ciblant 520 500 bénéficiaires.; 2) Accès au marché ciblant 25 500 bénéficiaires. |

⁴³ Coûts opérationnels directs

Figure 9 Théorie du changement du programme de cantines scolaires à Madagascar



Annexe 4 : Objectif et composition du comité d'évaluation/

Annex 3 Etapes de l'Evaluation Schedule [à confirmer pendant la phase de démarrage]

| Phases, Produits à délivrer et Calendrier | | Dates clés | Par Qui |
|---|---|--------------------------|---------------------------|
| Phase 1 - Préparation | | | |
| 1 | Etude documentaire, rédaction des TDR provisoire version 1 et assurance qualité (à l'aide de la liste de vérification QC). | Avril/Mai | EM/REO |
| 2 | Soumission des TDR provisoire version 1 au Service Externe de soutien de qualité (QS) pour examen et partage de commentaires | 9 Juin | REO |
| 3 | Révision des TDR provisoire version 1 par rapport à la matrice de qualité des Evaluations Décentralisée (DE) du QS et formulation des recommandations | 9 -13 Juin | QS |
| 4 | Révision des TDR provisoire version 1 en fonction des commentaires du DE QS afin de produire des TDR provisoire version 2 | 14 - 15 Juin | EM/REO |
| 5 | Partage des TDR provisoire version 2 avec les membres du Groupe de Reference de l'Evaluation et autre partie prenante pour examen | 17 Juin | EM/AC⁴⁴ |
| 6 | Révision des TDR provisoire version 2 et formulation de commentaires à l'aide de la matrice de commentaires fournie | 17 -10 Juillet | ERG |
| 7 | Révision des TDR provisoire version 2 en fonction des commentaires reçu des parties prenantes pour produire des TDR finaux | 10 -12 Juillet | EM/REO |
| 8 | Soumission des TDR finaux au Comité d'Evaluation pour approbation | 12 Juillet | EM |
| 9 | Partage des TDR finaux avec les parties prenantes et les cabinets d'évaluation avec lesquelles le PAM a conclu des Accords sur le Long Terme | 16 Juillet | EM |
| 10 | Sélection finale et recrutement de l'équipe d'évaluation en utilisant les accords à long terme. | 31 Juillet ⁴⁵ | EM/REO |
| Phase 2 - Démarrage | | | |
| 11 | Briefing de l'équipe d'évaluation | 01 Aout | CO Man |
| 12 | Conception de l'évaluation , comprenant une mission de démarrage d'une semaine à Madagascar et des interactions avec le PAM et les parties prenantes pour comprendre l'état des données et les contraintes de conception ; effectuer une analyse préliminaire des contributions et rédiger le rapport de démarrage | 01 Aout -01 Sept | Equipe d'Evaluation [ET] |
| 13 | Développer un plan d'analyse des données et un plan de communication et d'apprentissage | 01 Aout -01 Sept | EM/REO/TL |
| 14 | Soumission de la version 1 du rapport de démarrage (IR) | 02 Septembre | TL |
| 15 | Assurance qualité par le responsable de l'évaluation, si jugé acceptable par le EM, soumission au Service Externe de soutien de qualité indépendant. Au cas contraire, retourner au chef d'équipe indiquant les changements nécessaires à faire avant de pouvoir soumettre | 03 Septembre | EM/REO |
| 16 | Partage de la version 1 du IR avec le DE QS pour examen et partage de commentaires | 04 - 11 Sept | EM |
| 17 | Révision de la version 1 du IR par rapport à la matrice de qualité DE QS et formulation des recommandations | 04 - 11 Sept | QS |
| 18 | Révision de la version 1 du IR en fonction des commentaires du DE QS et des commentaires additionnels du EM/REO | 12 - 16 Sept | ET |
| 19 | Soumission du rapport du IR révisé en fonction des commentaires du DE QS et du EM QA | 17 Septembre | TL |
| 20 | Révision de la version 2 du rapport de démarrage par rapport aux recommandations du QS afin de s'assurer qu'elles ont été prises en compte en veillant à ce que justification soit fournie lorsque les commentaires ne sont pas pris en compte. | 18 - 19 September | EM/REO |
| 21 | Partage de la version 2 du IR avec les membres du Groupe de Reference de l'Evaluation et autre partie prenante pour examen | 20 Sept | EM |
| 22 | Révision de la version 2 du rapport de démarrage et formulation des commentaires à l'aide de la matrice de commentaires fournie | 20 -27 Sept | ERG |
| 23 | Consolider les commentaires des parties prenantes et les soumettre au chef d'équipe | 28 Sept | EM |

⁴⁴AC = Responsable des Activité. Il s'agit du personnel du bureau de pays responsable de la gestion du programme de cantine scolaire

⁴⁵ Le processus commencera une fois que la deuxième ébauche des TDR aura été finalisée sur base des commentaires de QS. Les entreprises LTA ont déjà été notifiées et invitées à exprimer leur intérêt

| | | | |
|---|--|---------------------------|----------------------------|
| 24 | Révision de la version 2 du rapport de démarrage en fonction des commentaires reçus des parties prenantes afin de produire la version 3. | 28 -30 Sept | ET |
| 25 | Soumission de la version 3 du IR au responsable de l'évaluation | 30 Septembre | TL |
| 26 | Révision de la version 3 du rapport de démarrage par rapport aux commentaires des parties prenantes afin de s'assurer qu'elles ont été prises en compte en veillant à ce que justification soit fournie lorsque les commentaires ne sont pas pris en compte. Si jugé bon, soumettre pour approbation | 01 - 02 Octobre | EM/REO |
| 27 | Soumission de la version finale du rapport de démarrage au comité d'évaluation interne pour approbation | 03 Octobre | EM |
| 28 | Partage du rapport de démarrage final avec les principales parties prenantes à but informatif. ⁴⁶ | 04 Octobre | EM |
| Phase 3 – Collecte de Données et Analyse | | | |
| 29 | Préparation de la phase de collecte de données [recruter des assistants de recherche, programmation des outils de collecte de données sur des tablettes, finaliser les arrangements de voyage et d'hébergement et les affaires logistique] | 05 - 09 Octobre | EM/Evaluation Analyst (EA) |
| 30 | Briefing avec la direction du CO | 10 Octobre | CO/EM/AC |
| 31 | Formation des assistants de recherche et test des outils de collecte de données et si nécessaire, faire des ajustements | 11-13 Oct | ET/EA |
| 32 | Travail de terrain [collecte de données quantitatives, entretiens, groupes de discussion, etc.] | 14 – 30 Oct ⁴⁷ | ET |
| 33 | Compte rendu de fin de travail sur le terrain [le PowerPoint doit être soumis la veille] | 31 Octobre | ET |
| Phase 4 - Analyse de données et rapports | | | |
| 34 | Traitement, analyse et triangulation des données pour produire la version 1 du rapport d'évaluation (ER) | 31 Oct-16 Nov | ET ⁴⁸ |
| 35 | Soumission de la version 1 du rapport d'évaluation (ER) et l'ensemble de données associés | 17 Novembre | TL |
| 36 | Révision de la version 1 du rapport d'évaluation par rapport à la liste de vérification de la qualité du rapport d'évaluation pour s'assurer qu'elle est complète | 18 Novembre | EM/REO |
| 37 | Partage de la version 1 du ER avec le service externe de soutien de qualité (DE QS) | 19 Novembre | EM |
| 38 | Révision de la version 1 du ER par rapport à la matrice de qualité DE QS et formulation des recommandations | 19 -26 Nov | QS |
| 39 | Révision de la version 1 du ER en fonction des commentaires du DE QS et des commentaires additionnels du EM afin de produire la version 2 | 27 Nov- 4 Dec | ET |
| 40 | Soumission de la version 2 du ER au responsable de l'évaluation | 5 Dec | TL |
| 41 | Révision de la version 2 du ER par rapport aux recommandations du QS afin de s'assurer qu'elles ont été prises en compte en veillant à ce que justification soit fournie lorsque les commentaires ne sont pas pris en compte. | 6 -8 Dec | EM/REO |
| 42 | Partage de la version 2 du ER au ERG, RB et aux autres parties prenantes | 9 Dec | EM |
| 43 | Révision de la version 2 du ER et formulation des commentaires à l'aide de la matrice de commentaires fournie | 9-16 Dec | ERG |
| 44 | Consolider les commentaires des parties prenantes et les soumettre au chef d'équipe pour être revue | 17 Dec | EM |
| 45 | Révision de la version 2 du ER en fonction des commentaires reçus des parties prenantes afin de produire la version 3. | 18 -31 Dec | ET |
| 46 | Soumission de la version 3 du ER au responsable de l'évaluation | 2 Janvier | TL |
| 47 | Révision de la version 3 du ER par rapport aux commentaires des parties prenantes afin de s'assurer qu'elles ont été prises en compte en veillant à ce que justification soit fournie lorsque les commentaires ne sont pas pris en compte. | 3 -6 Janvier | EM/REO |
| 48 | Soumission de la version finale du rapport de l'évaluation au comité d'évaluation interne pour approbation | 7 Janvier | EM |

⁴⁶et obtenir toute approbation éthique nécessaire. En fonction du temps nécessaire pour obtenir les approbations, ce processus peut commencer plus tôt, dès que la version 2 est disponible.

⁴⁷ En raison de contraintes de temps, le nombre d'assistants de recherche garantira que la collecte de données soit achevée en 10 jours.

⁴⁸ Les analystes d'évaluation du bureau régional apporteront leur soutien à la demande de ET. Ceci devrait être discuté lors de la programmation des outils dans les tablettes et de la préparation du plan d'analyse des données

| | | | |
|-------------------------------------|--|---------------|-----------|
| 49 | Partage de la version final du rapport de l'évaluation avec les principales parties prenantes à but informatif. | 10 Janvier | EM |
| Phase 5 - Diffusion et suivi | | | |
| 50 | Préparation de la Réponse de la Direction (MR) et soumission au RB pour examen | 15 Jan-15 Fev | CO |
| 51 | Révision de la Réponse de la Direction et fournir des commentaires sur les actions prévues pour répondre aux recommandations | 16 -23 Fev | RB |
| 52 | Finalisation de la réponse de la direction en fonction des commentaires du RB | 24 -28 Fev | CO |
| 53 | Partage des versions finales du ER et MR avec l'OEV pour publication | 1 Mars | RB |
| 54 | Documentez les leçons tirées de la gestion de cette évaluation et partagez | 2 -30 Mars | EM/REO |

L'objectif général du comité d'évaluation est d'assurer un processus d'évaluation crédible, transparent, impartial et de qualité, conformément aux normes et directives énoncées dans le présent TDR. Pour y parvenir, il aidera le responsable de l'évaluation tout au long du processus, en examinant les produits attendus de l'évaluation (termes de référence, rapport de démarrage et rapport d'évaluation) et approuvera les versions finales des produits attendus. Le EC a des responsabilités de gestion et de prise de décision.

Composition du Comité :

1. Cedric CHARPENTIER, PAM DCD et Président, cedric.charpentier@wfp.org
2. Rijaso Rakotoarinoro Andriamahazo, Senior M&E Associate et Responsable de l'Evaluation , rijaso.rakotoarinoroandriamahazo@wfp.org
3. Mariedonna RANAIVOARIVÉLO, Programme Officer School Feeding, PAM Madagascar; mariedonna.ranaivoarivelo@wfp.org
4. Leila MASSON, Programme Officer Nutrition, PAM Madagascar; leila.masson@wfp.org
5. Maherisoa Rakotonirainy, VAM Officer, PAM, maherisoa.rakotonirainy@wfp.org
6. Grace Igweta, Responsable Régional de l'Evaluation, Johannesburg, grace.igweta@wfp.org.

Annex 5: Objectif et composition du Groupe de Référence de l'Evaluation

L'objectif général du groupe de référence de l'évaluation (ERG) est de contribuer à l'exécution d'un processus d'évaluation crédible, transparent, impartial et de qualité, conformément aux normes et directives énoncées dans le présent TDR. Les membres du ERG fournissent des conseils en leur qualité de spécialistes, mais n'assument aucune responsabilité en matière de gestion. Les membres du groupe de référence examinent les versions provisoires des termes de référence, du rapport de démarrage et rapport d'évaluation et formulent des observations à leur sujet. Ils assisteront aux séances avec les parties prenantes et donneront leurs points de vue sur la conception de l'évaluation et sur les résultats préliminaires, y compris les recommandations préliminaires de l'évaluation.

Composition du ERG

1. Cedric CHARPENTIER, PAM DCD président, cedric.charpentier@wfp.org
2. Rijaso Rakotoarinoro Andriamahazo, Senior M&E Associate et Responsable de l'Evaluation rijaso.rakotoarinoroandriamahazo@wfp.org
3. Mariedonna RANAIVOARIVÉLO, mariedonna.ranaivoarivelo@wfp.org
4. TrixieBelle NICOLLE, Programme Policy Officer, and Regional School Feeding trixiebelle.nicolle@wfp.org
5. Hegel BALAYANGA, RB Evaluation Analyst, hegel.balayanga@wfp.org
6. UNICEF [Person tbc]
7. ILO [Person tbc]
8. Ministère de l'Education [person tbc]
9. JICA [Person tbc]
10. UNESCO [Person tbc]
11. WORLD BANK [Person tbc]
12.

Annexe 6: Cadre logique (CP 2015-2019)

Objectif stratégique 4 du PAM: Réduire la sous-alimentation et briser le cycle intergénérationnel de la faim

Objectif du programme : *Soutenir le programme national de repas scolaires, par le biais de repas chauds fortifiés pour les enfants du primaire, la mise en œuvre du paquet essentiel d'activités et une assistance technique au Gouvernement visant à renforcer la politique nationale en matière de repas scolaires, les institutions et les capacités nécessaires pour se préparer à l'extension du programme de repas scolaire au niveau national*

| Résultat | Indicateurs de performance clés | Suppositions |
|---|---|---|
| Résultat 4.1: Accroître l'accès équitable à l'éducation et à son utilisation. | Taux de fréquentation (garçons) dans les écoles primaires assistées par le PAM | Les capacités en ressources financières, humaines et matérielles des districts / communes éducatives sont suffisantes |
| | Taux de fréquentation (filles) dans les écoles primaires assistées par le PAM | |
| | Effectifs (garçons): taux de variation annuel moyen du nombre de garçons inscrits dans des écoles primaires assistées par le PAM | |
| | Effectifs (filles): taux de variation annuel moyen du nombre de filles inscrits dans des écoles primaires assistées par le PAM | |
| | Taux d'abandon scolaire (filles) dans les écoles primaires assistées par le PAM | |
| | Taux d'abandon scolaire (garçons) dans les écoles primaires assistées par le PAM | |
| Résultat 4.2: Renforcement des capacités et de la gérance afin de réduire la sous-alimentation et d'accroître l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national et communautaire | Indice Capacité Nationale sur le repas Scolaire NCI selon SABER | |
| Résultat 4.3: Augmentation de la qualité nutritionnelle du programme de cantines scolaires pour répondre aux besoins nutritionnels des enfants d'âge scolaire | Nombre mensuel moyen de jours d'école au cours desquels des aliments multi-enrichis ou au moins 4 groupes d'aliments ont été fournis | Activités liées au HGSP mises en œuvre et gérées par les membres de la communauté |
| Output 4.1: Distribution ponctuelle des Produits alimentaires, produits nutritionnels, articles non alimentaires, virements monétaires et bons en quantités et en qualité suffisantes aux bénéficiaires ciblés | Montant total en espèces transféré aux bénéficiaires ciblés, désagrégé par sexe et par catégorie de bénéficiaires, en % par rapport au montant prévu | |
| | Quantité d'aide alimentaire distribuée, désagrégé par type, en % par rapport à la quantité prévue | |
| | Nombre de garçons et de filles bénéficiant d'une aide alimentaire, désagrégés par activité, catégorie de bénéficiaire, sexe, nourriture, articles non alimentaires, transferts monétaires et bons, en % par rapport au nombre prévu | |
| | Nombre de jours d'alimentation, en % par rapport au nombre prévu | |
| | Nombre de sites institutionnels assistés (par exemple, écoles, centres de santé), en % par rapport au nombre | |
| Output 4.2: Conseils en termes de politique et appui technique fournis pour améliorer la | Nombre de fonctionnaires de l'état formés par le PAM à la conception, la mise en œuvre de programmes de nutrition et à d'autres domaines liés à la nutrition - techniques / | |

| | | |
|--|---|--|
| gestion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des repas à l'école | stratégiques / de gestion - désagrégé par sexe et par type de formation | |
| | Nombre d'activités d'assistance technique fournies, par type | |

Annexe 7: Preuves de l'impact des programmes de repas scolaires

1- Que disent les preuves sur l'impact des programmes de repas scolaires

- Gelli (2010) souligne les principaux résultats de la revue systématique des études sur les programmes de repas scolaires réalisée par Kristjansson et al., 2007⁴⁹, qui comprenait un total de 8 études réalisées dans des pays à revenus faibles ou moyens. Elles ont évalué l'impact des programmes de repas offerts à l'école sur l'éducation et les résultats nutritionnels. Ceux-ci inclus:
 - Amélioration légère mais significative de l'assiduité, de la cognition et de l'état nutritionnel des élèves recevant des repas à l'école par rapport à ceux des groupes de contrôle;
 - Des augmentations d'assiduité statistiquement significatives équivalant à 4 à 6 jours sur une année scolaire de 200 jours. L'effet était beaucoup plus important, mais pas statistiquement significatif dans les études contrôlées avant-après (CBAs)
 - Impact positif sur les performances en mathématiques (taille de l'effet ~ 0,3 écart-type dans les CBAs).
 - Des effets positifs ont également été identifiés dans les domaines de la cognition à court terme, des tâches et des comportements en classe. Des effets significatifs ont également été identifiés sur le gain de poids (0,25 kg par an dans les essais contrôlés randomisés (RCT), 0,73 kg dans les CBAs) et sur la taille (0,25 cm par an dans les RCT, 1,47 cm par an dans les CBAs).
- En Jamaïque, un RCT a évalué l'impact d'un programme de repas scolaires couvrant 814 enfants scolarisés (Powell et al., 1998). Un nombre égal d'enfants ont été assignés pour recevoir le petit déjeuner (fournissant entre 576 à 703 kcal) ou un quart d'orange (18 kcal) comme substitut du placebo dans chaque école et classe. Les testeurs étaient aveugles au groupe du sujet et les deux groupes d'enfants ont bénéficié de la même attention tout au long de l'essai. Les enfants recevant des repas à l'école ont présenté des améliorations faibles (~ 2%) mais significatives de l'assiduité. Le fait de prendre un petit-déjeuner présente également des avantages significatifs en arithmétique, principalement en 2e et 3e années, mais pas en orthographe ni en lecture.
- Un RCT au Kenya (Vermeersch et Kremer, 2004) a évalué l'impact des repas scolaires sur les enfants d'âge préscolaire. 25 écoles ont été sélectionnées aléatoirement parmi un groupe de 50 pour bénéficier d'un programme de petit-déjeuner. Les deux groupes d'écoles présentaient des caractéristiques similaires avant l'introduction du programme. Le petit-déjeuner a fourni environ 433 kcal aux élèves âgés de 4 à 6 ans. Les régressions au niveau individuel qui tenaient compte des caractéristiques des enfants et des écoles ont révélé une augmentation de la participation scolaire de 8,5% dans le groupe de traitement par rapport au groupe de contrôle. Les repas scolaires ont également eu un effet positif sur les résultats des tests (~ 0,4 écart-type), mais uniquement dans les écoles où les enseignants étaient relativement expérimentés avant le programme.
- Une étude économétrique a examiné les effets d'un large éventail de déterminants de la participation scolaire dans les régions rurales du nord de l'Inde, en se concentrant sur la participation scolaire comme étant une décision du ménage (Drèze et Kingdon, 2001). L'étude a analysé les données d'une enquête recueillant des données sur les ménages dans 122 villages choisis de manière aléatoire dans les villages de Bihar, le Madhya Pradesh, le Rajasthan, l'Uttar Pradesh et l'Himachal Pradesh. Dans chaque village, toutes les installations scolaires ont été enquêtées et un échantillon aléatoire de 12 ménages a été interrogé. Parmi les déterminants de la qualité de l'école, il a été constaté que la participation scolaire des filles était environ 15 points (en pourcentage) plus élevée lorsque l'école locale fournissait un repas de midi (MDM). Les repas de midi ont également été associés à une amélioration des résultats scolaires des filles; les chances d'achever l'enseignement primaire étaient 30 points (en pourcentage) plus élevées pour les filles vivant dans un village avec MDM. Toutefois, le MDM n'a pas eu d'incidence sur la scolarisation des garçons.
- La revue de la littérature a identifié deux études sur l'impact des rations emporter à la maison, l'une au Bangladesh et l'autre au Pakistan. Au Bangladesh, l'IFPRI et la Banque mondiale ont évalué l'impact d'un programme gouvernemental de cantines scolaires couvrant plus de 2 millions d'enfants en 2000 (Ahmed et Del Ninno, 2002). Il a été constaté que le nombre d'inscriptions dans les écoles avec un programme de repas scolaires avait augmenté de 35% au cours de deux ans écoulés entre le début du programme et après sa première année. Cette augmentation était due à une augmentation de 44% du taux de scolarisation des filles et de 28% des garçons. Dans les écoles hors programme, les effectifs ont augmenté de 2,5% (5,4% pour les filles et 0,1% pour les garçons) au cours de la même période. La

⁴⁹ Kristjansson, EA; Robinson, V; Petticrew, M; MacDonald, B; Krasevec, J; Janzen, L; Greenhalgh, T; Wells, G; MacGowan, J; Farmer, A; +3 more... Shea, BJ; Mayhew, A; Tugwell, P; (2007) *School meals for improving the physical and psychosocial health of disadvantaged elementary school children. The Cochrane database of systematic reviews (1)*. CD004676. ISSN 1469-493X DOI: <https://doi.org/10.1002/14651858.CD004676.pub2>

fréquentation des écoles assistées par des repas scolaires était 12 points plus élevée que dans les écoles non assistées (70% contre 58% respectivement). Les taux d'abandon scolaire ont également été jugés inférieurs, 9 points dans les écoles bénéficiant d'un programme de repas scolaires par rapport aux écoles non assistées (6% contre 15% respectivement).

6. Un examen systématique commandé par le département de l'agriculture des États-Unis⁵⁰ a conclu que:
- Les repas scolaires ont un impact positif et statistiquement significatif sur les résultats scolaires [combinés]. Cependant, cette conclusion devrait être modérée par le fait que l'ampleur de l'effet est très petite.
 - Les avantages sont toujours plus importants pour les filles, ce qui suggère que les repas scolaires pourraient jouer un rôle dans la réduction des disparités entre les sexes dans les pays en développement, où les filles sont souvent exclues de l'éducation et où les disparités entre les hommes et les femmes restent difficiles.
 - Les repas scolaires ont un impact positif et statistiquement significatif sur la participation scolaire [inscription et fréquentation]. L'impact est positif et statistiquement significatif pour l'inscription et la fréquentation, indiquant que les repas scolaires sont une incitation à amener les enfants à l'école et à les y maintenir. **Une autre conclusion est que ces avantages sont plus importants pour les filles.**
 - L'impact des repas scolaires sur les résultats d'apprentissage et la fonction cognitive est inférieur à l'impact sur la participation scolaire. Les résultats inférieurs en terme d'apprentissage et du développement cognitif n'est pas surprenant pour deux raisons. Premièrement, l'effet sur l'apprentissage prend plus de temps à se matérialiser que ce qui peut être observé au cours d'une période d'étude particulière, en particulier au cours des essais contrôlés randomisés beaucoup plus courts. Deuxièmement, la voie menant aux niveaux d'apprentissage et au développement cognitif supérieurs est moins directe que celle liée à la scolarisation ou à la fréquentation, car elle dépend également de la qualité de l'éducation disponible. De ce point de vue, les programmes de repas scolaires pourraient être plus efficaces s'ils étaient combinés à une éducation de qualité, notamment un cursus approprié, des bon enseignants, un meilleur ratio enseignant / élève et des manuels appropriés. Des résultats supérieurs d'apprentissage et de développement cognitif peuvent également être affectés négativement si les enseignants et le personnel éducatif consacrent une partie de leur temps à préparer et à servir de la nourriture aux enfants, car cette pratique peut taxer le système ciblé à être amélioré.
 - L'effet sur la scolarisation, l'assiduité, le développement cognitif et les résultats de l'apprentissage, mesuré par les scores en mathématiques, est plus important pour les rations emporter à la maison que pour les repas consommés à l'école.

2-Preuve de ce qui fait que les programmes de repas scolaires fonctionnent ou non

- Pour obtenir des résultats optimaux, il peut être nécessaire de mettre en place des systèmes de repas scolaires et des systèmes d'éducation de qualité en combinaison avec des services complémentaires tels que des interventions en matière de santé et de nutrition. À titre d'exemple, la réduction du paludisme chez les enfants d'âge scolaire au Kenya s'est traduite par une diminution de la prévalence de l'anémie et une amélioration concomitante des performances des tests cognitifs, mais aucune amélioration mesurable des résultats de l'éducation n'a été observée en raison du manque de la contribution d'une éducation de qualité (Clarke et al. 2008).
- Kristjansson et al. (2007) ont noté qu'il **existait de solides preuves de processus, dans de nombreux essais, selon lesquelles les facteurs de processus suivants semblaient améliorer l'efficacité des programmes de repas scolaire :**
 1. Le groupe cible présente une carence nutritionnelle évidente (en général, un apport énergétique insuffisant) et le programme est focalisé sur la correction de celle-ci plutôt que sur le soulagement de la faim à court terme;
 2. Des écoles bien organisées faisant partie d'une chaîne de distribution efficace pour le supplément / repas
 3. Intervention développée avec des équipes locales plutôt que conçue par des experts à l'extérieur
 4. Le supplément / repas est mis à l'essai pour exclure l'intolérance et confirmer la saveur et l'acceptabilité
 5. Des mesures sont en place pour garantir la consommation du complément alimentaire / repas (par exemple, une surveillance étroite de la consommation de nourriture)
 6. Chez les jeunes mécontents, l'attention est portée aux aspects sociaux du repas
- **Des preuves de processus limitées issues d'un ou de quelques essais montrent que les facteurs suivants ont une influence.**
 7. Utilisation d'ingrédients locaux et de méthodes de cuisson
 8. Dans l'extrême pauvreté, l'intervention vise à rendre l'école plus viable sur le plan économique que le maintien des enfants à la maison (coûts d'opportunité)

⁵⁰ Rassas, B., Ariza-Nino, E. and Person, K (N.D), *School meals and Educational Outcomes in Developing Countries: A Systematic Review and Meta-Analysis*. United States Department of Agriculture

9. Une intervention cherche à induire un changement de régime chez soi en éduquant ou en inspirant les enfants
 10. Facteurs possibles qui pourraient être testés dans des études futures
- **Kristjansson et al. (2007)** ont relevé certaines théories expliquant pourquoi les programmes de repas scolaires peuvent ne pas fonctionner:
 1. La nourriture offerte n'est pas consommée ou fournit trop peu d'éléments nutritifs manquants;
 2. Faible biodisponibilité
 3. La supplémentation survient trop tard
 - **4. Le programme n'est pas mis en œuvre comme prévu**
 5. Des variables externes telles que (infections et infestations, variation saisonnière, etc.) qui auraient réduit l'impact mesuré du programme, rendant une différence réelle non significative.

Annexe 8: Liste des parties prenantes

| Les parties prenantes | Intérêt pour l'évaluation et utilisations probables du rapport d'évaluation par la partie prenante |
|--|---|
| PARTIES PRENANTES INTERNES | |
| Bureau de Pays | Responsable de la planification au niveau du pays et de la mise en œuvre des opérations, il est directement impliqué dans l'évaluation et son intérêt est de tirer des leçons provenant d'expériences afin d'éclairer la prise de décision. On l'appelle également à rendre des comptes de façon interne, ainsi qu'à ses bénéficiaires et partenaires et sur les résultats de ses opérations. Le Bureau de pays tirera profit des livrables et résultats de l'évaluation pour renforcer les éléments de plaidoyer auprès des différentes parties prenantes particulièrement auprès des PTF. |
| Bureau Régional (RB) Johannesburg | Responsable à la fois de superviser les Bureaux de Pays (BPs) et de donner des conseils techniques et de l'aide, le management du RB est intéressé par un compte-rendu indépendant et impartial des observations de l'évaluation afin d'appliquer les leçons retenues à d'autres bureaux de pays. Le responsable régional de l'évaluation apporte son soutien à la direction des bureaux de pays / bureaux régionaux afin de garantir des évaluations décentralisées de qualité, crédibles et utiles. Étant donné que les gouvernements de la région de l'Afrique australe aspirent à mettre en place des programmes de repas scolaire durables faisant partie du système de protection sociale, la région souhaite tirer des leçons de cette évaluation pour améliorer la conception et la mise en œuvre de programmes de repas scolaires. |
| Siège du PAM Division de repas scolaires; | Les unités techniques du siège du PAM sont responsables de la publication et de la supervision de la mise en place des directives normatives de l'organisation sur les thèmes, activités et modalités des programmes, ainsi que des politiques et stratégies globales. Ils sont également intéressés par les leçons qui émergent des évaluations, car beaucoup de ces leçons peuvent être pertinents au-delà de la zone géographique en question. La division de l'alimentation scolaire sera consultée dès la phase de planification pour s'assurer que les considérations clés en matière de politique, de stratégie et de programme sont bien comprises dès le début de l'évaluation. |
| Bureau de l'Évaluation (OEV) | L'OEV est intéressé à assurer que les évaluations décentralisées fournissent des évaluations de qualité, crédibles et utiles qui respectent les dispositions d'impartialité ainsi que les rôles et les responsabilités de divers participants aux évaluations décentralisées tel qu'identifiées dans la politique d'évaluation. |
| Conseil d'Administration du PAM (EB) | L'organe directeur du PAM est intéressé par les informations sur l'efficacité des opérations du PAM. Cette évaluation ne sera pas présentée à l'EB mais ses observations peuvent être incluses dans les synthèses annuelles et dans les processus d'apprentissage de l'organisation ainsi qu'aux rapports sur la couverture des évaluations. |
| PARTIES PRENANTES EXTERNES | |
| Bénéficiaires | En tant que bénéficiaires ultimes de l'aide alimentaire, l'enjeu pour le PAM est de déterminer si son aide est appropriée et efficace. Dans ce cas, les écoliers (garçons et filles), leurs enseignants et les administrateurs des écoles ont un intérêt dans le déroulement du programme. Ainsi, le niveau de participation dans l'évaluation de femmes, hommes est crucial et leurs perspectives respectives seront recherchées. Ils seront consultés à travers des entretiens, des entretiens avec des informateurs clés et des discussions de groupe, qui seront détaillés dans le rapport de démarrage. |

| | |
|--|--|
| Gouvernement Ministères | Le Gouvernement a un intérêt direct pour savoir si les activités du PAM dans le pays sont conformes à ses priorités, harmonisées avec l'action d'autres partenaires et répondent aux résultats attendus. Les problèmes liés au développement des capacités, au passage de responsabilité et à la durabilité sont particulièrement importants. Le ministère de l'Éducation, la direction régionale de l'éducation et les commissions scolaires participent directement à la mise en œuvre du programme. Le Ministère de la population, de la protection sociale et de l'autonomisation/promotion des femmes sont intéressés par le programme cash et les interventions de protection sociale sensibles aux chocs. Ministère de l'agriculture (MoA) pour le programme d'alimentation scolaire basée sur les achats locaux et le Ministère de la santé publique pour la santé et l'hygiène scolaires. |
| Equipe de Pays des Nations Unies ; OMS; L'UNICEF; FAO, OIT, UNESCO... | L'action harmonisée du système de l'ONU devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement du gouvernement. Elle a par conséquent un intérêt à assurer que l'opération du PAM est efficace dans sa contribution aux efforts communs des Nations Unies. Les organismes impliqués dans les secteurs de l'éducation et de la santé, notamment l'UNICEF, l'OMS et le OIT, souhaiteraient connaître l'impact du programme sur les résultats de l'éducation ; Les acteurs du secteur de l'agriculture, tels que la FAO, souhaitent apprendre à Madagascar les performances de l'alimentation scolaire à domicile et comment renforcer son impact sur la production locale. |
| Donateurs | Les donateurs du secteur de l'éducation à Madagascar, notamment la Norvège, le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), la Banque mondiale et France Mastercard) souhaitent savoir comment le programme de cantines scolaire en tant qu'intervention dans le secteur influe sur les résultats clés et sur la manière de l'améliorer. |

Acronymes

| | |
|-------|---|
| CA | Analyse de la contribution |
| CO | Bureau de Pays |
| CP | Programme de Pays |
| CSP | Plan Stratégique du Pays |
| DEQAS | Système d'Assurance Qualité pour les Evaluations Décentralisées |
| OIT | Organisation Internationale du Travail |
| EC | Comité d'Evaluation |
| EM | Responsable de l'Evaluation |
| ER | Rapport de l'Evaluation |
| ERG | Groupe de référence d'évaluation |
| ET | Equipe d'Evaluation |
| GEEW | Égalité des sexes et autonomisation/promotion des femmes |
| HDI | Indice de Développement Humain |
| HGSMP | Home Growth School Meals Programme |
| IE | Impact Evaluation |
| IR | Rapport de Démarrage |
| OEV | Bureau d'Evaluation |
| OMS | Organisation Mondiale de la Santé |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PPP | Parité de Pouvoir d'Achat |
| PRRO | Interventions Prolongées de Secours et de redressement |
| QS | Comité de support de qualité |
| RB | Bureau Régional |
| SMP | Programme de Cantine/Repas Scolaires |
| SPR | Rapport de Projet Standard |
| TDR | Termes de Référence |
| TL | Chef d'Equipe |
| TOC | Théorie du changement |
| UNDSS | Département de la Sûreté et de la Sécurité des Nations Unies |
| UNEG | Groupe d'Evaluation des Nations Unies |
| VAM | Cartographie et Analyse de la Vulnérabilité |

